

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationalisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 556

Février - Mars 2025

62^e année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Les écologistes au garde-à-vous
- Réarmement : Le NPA-A reprend les vieux mensonges pacifistes
- Zinoviev : Pacifisme ou marxisme
- Elections fédérales allemandes de 2025
- Belgique : Lutte de classe anticapitaliste contre le gouvernement Arizona!
- Gaza : Une population massacrée qui erre désespérément entre le sud et le nord pour tenter de «recommencer à vivre» là où ni Tel-Aviv ni Washington ne le lui permettront
- Afrique du Sud : Massacre dans une mine d'or abandonnée
- Congo : La course impérialiste aux matières premières
- Georges Ibrahim Abdallah

8 MARS

Avec la guerre impérialiste à l'horizon, les prolétaires femmes et hommes doivent se préparer au retour de leur lutte de classe

Il y a 110 ans, le 6 mars 1915, la Troisième Conférence des femmes socialistes se tenait à Berne. Il s'agissait, depuis le début du siècle dernier, d'une réunion régulière de femmes militantes issues des principaux partis socialistes européens dont le but était de promouvoir la lutte des femmes prolétaires dans les domaines où elles avaient le plus grand poids social. Partant des conditions particulièrement difficiles que le régime bourgeois leur imposait (et leur impose toujours), les militantes socialistes arboraient les drapeaux qui, tant sur le plan des luttes économiques que des revendications politiques, devaient pousser les prolétaires à sortir du bourbier dans lequel le monde capitaliste les plongeait et à prendre toute leur place dans la lutte de classe.

(Suite en page 6)

Les dirigeants bourgeois préparent la guerre, préparons la guerre de classe !

Les annonces de l'instauration prochaine par les Etats-Unis de droits de douane élevés sur les marchandises européennes, après ceux déjà mis en place sur les marchandises canadiennes, mexicaines et chinoises, accompagnées des déclarations anti-européennes de Trump et ses proches (comme la revendication d'annexer le Groenland, territoire sous domination danoise) avaient provoqué la consternation parmi les dirigeants européens confrontés à la menace d'une guerre commerciale. Mais la décision de Trump d'obliger Zélenky à cesser les combats, y compris en suspendant du jour au lendemain les livraisons d'armements et le «renseignement» américains à l'Ukraine, et de négocier un accord de paix directement

avec la Russie sans y impliquer les Européens, a été un véritable choc pour ceux-ci : jusqu'ici la position des dirigeants européens, martelée par tous les médias, était le soutien avec les Etats-Unis à l'Ukraine «jusqu'à la victoire» de ses armées ; toute idée d'un cessez-le-feu avant que cet objectif soit atteint était dénoncé quasiment comme une trahison au profit des Russes.

En toute hâte les dirigeants de la bourgeoisie européenne se sont réunis pour assurer Zélenky de la poursuite indéfectible de leur soutien, tout en appelant à leur tour à un cessez-le-feu (!), avant que le président ukrainien, faisant amende honorable et présentant ses ex-

(Suite en page 2)

Dans l'Amérique de Trump, les objectifs historiques du prolétariat ne changent pas

Dans la dernière période, la situation mondiale est marquée par deux guerres – en Ukraine et en Israël/Palestine – qui touchent directement les intérêts des grandes puissances impérialistes, par des affrontements économique-politiques avec d'inévitables prolongements militaires dans tout le Moyen-Orient – Liban, Syrie, Iran, Yémen –, par des tensions croissantes sur les routes maritimes stratégiques – Baltique, Mer Noire, Mer Rouge, Golfe Persique, Indo-Pacifique, Mer de Chine Méridionale et environs –, par les pays de l'Afrique subsaharienne en ébullition permanente où les influences et les alliances se redessinent sur fond de guérillas, où les anciennes puissances coloniales occidentales sont de plus en plus éjectées des territoires qu'elles dominaient et où les impérialismes orientaux pénètrent avec toujours plus d'audace.

Cette situation mondiale révèle à

nouveau ce que le marxisme a toujours prédit : la concurrence entre les grands Etats impérialistes, avides de territoires économiques et de nouveaux marchés pour leurs marchandises et leurs capitaux, non seulement accroît leur antagonisme, mais les pousse toujours davantage vers une guerre généralisée ; il s'agira de redessiner un nouvel ordre mondial impérialiste dans lequel les puissances qui dominent actuellement le monde – les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, avec à leur remorque les puissances impérialistes de second et troisième rangs – s'efforceront de dominer leur adversaire pour faire prévaloir leurs intérêts sur l'ensemble de la planète. C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les élections présidentielles aux Etats Unis, qui peuvent déterminer la sort, non seulement l'Occident, mais du monde

(Suite en page 11)

Les dirigeants bourgeois préparent la guerre, préparons la guerre de classe !

(Suite de la page 1)

cuses aux Américains, affirme qu'il était prêt à travailler «*sous la ferme direction du président Trump*» et à signer un accord léonin qui accorderait aux USA une part importante des minerais du pays.

Au moment de son indépendance (1991), 30% environ de l'industrie d'armement de l'ex-URSS se trouvait en Ukraine; il y avait environ 700 entreprises ukrainiennes dans ce secteur et elles employaient plus d'un million de personnes. Mais les graves difficultés économiques rendirent impossible les investissements massifs qui auraient été nécessaires pour réorganiser cette industrie soudainement privée du marché soviétique et la moderniser. Après avoir plongé dans un profond marasme pendant des années, l'industrie militaire ukrainienne a connu un renouveau grâce aux importants investissements étatiques à partir de 2014 (date de l'annexion de la Crimée par la Russie et des premiers affrontements dans le Donbass) : à la veille de la guerre avec la Russie, en 2021, le budget militaire de l'Ukraine avait augmenté de 1300% par rapport à 2014! Aujourd'hui le pays compte environ 500 entreprises industrielles dans l'armement (sans compter plus d'un millier de «start-ups») employant près de 300 000 personnes. Avant que la guerre ne restreigne ses ventes d'armes à l'étranger, l'Ukraine se situait au onzième rang mondial des marchands d'armes, juste derrière l'Espagne. Tout cela montre la réalité et la puissance du complexe militaro-industriel ukrainien qui ne peut pas ne pas avoir une influence sur la politique guerrière de cet Etat (1).

Cependant l'Ukraine dépend largement pour mener la guerre des fournitures militaires occidentales, et principalement des Etats-Unis qui possèdent donc un moyen de pression décisif sur elle : en dépit de leurs déclarations les Etats européens ne sont pas en mesure de remplacer le soutien américain.

Devant l'impossibilité de continuer la guerre jusqu'au dernier ukrainien, les dirigeants européens ont réagi en annonçant une accélération sans précédent de leurs dépenses militaires, qui étaient déjà en forte hausse et en multipliant les déclarations martiales.

En Allemagne les sociaux-démocrates du SPD et les Conservateurs de la CDU-CSU se sont mis d'accord le 5 mars pour faire voter au parlement, sans at-

tendre l'installation du nouveau issu des élections, une loi pour supprimer la disposition constitutionnelle restreignant le déficit budgétaire; cela permettra de porter à près de 100 milliards d'euros par an les dépenses militaires, le double des montants actuel (ainsi que d'accroître les investissements dans les infrastructures du pays) tandis que des voix se font entendre pour le rétablissement du service militaire obligatoire ; le premier ministre britannique avait annoncé dès le 25 février que les dépenses militaires, qui étaient déjà les deuxièmes plus importantes en Europe, allaient passer de 2,3 à 2,5% du budget en 2027 soit la «*plus forte augmentation du budget militaire britannique depuis la fin de la guerre froide*» et devraient atteindre les 3% en 2030 ; en France Macron avait estimé le 20 février qu'il faudrait peut-être augmenter les dépenses militaires jusqu'à 5% du budget (contre 2,1% actuellement) et dans sa déclaration télévisée du 5 mars il a réaffirmé, sans donner de chiffres, qu'il fallait engager «*au plus vite*» des dépenses militaires supplé-

mentaires ; le 6 mars les dirigeants de l'UE ont validé un plan de la Commission européenne de 800 milliards d'euros pour «*réarmer l'Europe*», etc. Pour compléter le tableau, rajoutons que les Britanniques et les Français ont déclaré qu'ils étaient prêts à envoyer des soldats garantir un cessez-le-feu en Ukraine et que les Français ont proposé d'étendre leur «*parapluie nucléaire*» aux autres Etats Européens (2).

La hausse des dépenses militaires et le «*soutien à l'Ukraine*» avait été justifiés hier avec l'argument qu'il fallait assurer la victoire de Kiev et punir la Russie pour ses violations du droit international et ses crimes de guerre : chacun a vu que dans le cas d'Israël les violations du droit international et les crimes de guerre n'ont entraîné aucune «*punition*» de la part des pays européens, qui en réalité en ont été complices, les Etats bourgeois ne respectant le «*droit*» que s'il sert leurs intérêts. La très forte augmentation supplémentaire des dépenses militaires annoncée à grand fracas et le climat belliciste répandu par les médias sont justifiés aujourd'hui par la menace imminente contre l'Europe que ferait poser la Russie en cas probable d'arrêt des combats en Ukraine dans la perspective d'un désengagement des Etats-Unis (3).

L'absurdité des arguments utilisés

Les écologistes au garde-à-vous

Personne n'a été surpris que le PS s'associe aux déclarations gouvernementales d'accroître fortement le budget des armées et qu'il approuve le discours alarmiste de Macron sur la «*menace*» que ferait peser la Russie sur la France et l'Europe après les décisions de Trump pour imposer un cessez-le-feu.

Mais les réactions des Ecologistes ont suscité davantage de surprise: les «*défenseurs de la nature*» et du «*vivant*» ne sont-ils pas des «*pacifistes*»?

Pourtant les responsables des Ecologistes ont immédiatement salué l'adresse télévisée de Macron le 5 mars «*à la hauteur de la gravité de la situation*» (1).

Sur LCI Marine Tondelier, se félicitant du «*virage à 180°*» du Danemark et de l'Allemagne, a salué le fait que la France, contrairement à ces pays possède un armement nucléaire (2); elle a aussi déclaré, à propos d'une réunion des partis politiques avec le premier ministre et le ministre des armées, qu'il était «*important d'afficher une forme d'unanimité*» (3).

Lors d'un discours au parlement le 3 mars la représentante des Ecologistes

avait déjà affirmé que l'Europe «*doit donc s'affirmer comme une force politique, ce qui implique, dans le contexte actuel, de s'affirmer aussi comme une force militaire. (...) L'Union européenne doit accélérer le déploiement d'une défense européenne incluant le Royaume-Uni (...). Le groupe Écologiste et social soutient donc un engagement militaire renforcé à destination de l'Ukraine...*» C'est-à-dire?

«*...notamment par la fourniture d'équipements de défense avancés, par la formation des forces ukrainiennes et par le renforcement des troupes européennes dans les pays frontaliers de l'Ukraine*». Donc l'envoi non seulement d'armes, mais de **soldats** – pour l'instant, à la date du 3 mars, seulement dans les pays frontaliers, mais à quoi serviraient ces soldats si ce n'est à combattre sur le front?

Il ne manquait pas dans ce discours l'affirmation de la nécessité d'«*Établir une base industrielle de défense européenne (...), afin d'être indépendants du point de vue opérationnel et de garantir l'interopérabilité entre les armées européennes*».

par cette propagande bourgeoise ne peut camoufler que le capitalisme se dirige inexorablement, à l'échelle internationale, vers des affrontements militaires de «grande intensité» – ce dont tous les Etats bourgeois sont conscients. La perspective d'une troisième guerre mondiale, débouché inévitable à un certain point des crises capitalistes, devient de plus en plus tangible, même si elle n'est pas encore immédiate. Si l'Amérique de Trump veut arrêter la guerre en Ukraine, ce n'est pas par amour de la «paix», mais, après avoir constaté l'échec de la guerre en cours, parce qu'elle veut réorienter ses forces vers l'Asie où l'attend un affrontement décisif avec la Chine. Les Etats européens, qui ne sont plus assurés du maintien de l'alliance avec les Etats-Unis, se préparent à vive allure à être capable de faire la guerre «pour leur propre compte». Et cette préparation ne consiste pas seulement dans des dépenses militaires accrues ; elle consiste encore et même surtout, dans l'embrigadement de la population en général et des prolétaires en particulier dans une **union nationale**, c'est-à-dire dans la défense des **intérêts du capitalisme national** : les prolétaires et les exploités sont appelés à accepter des sacrifices, à renoncer à défendre leurs **intérêts de classe** au nom de la **défense de**

la patrie avant d'être appelés s'il le faut à verser leur sang. D'ores et déjà les dépenses militaires supplémentaires vont être payées par les prolétaires sous la forme de la diminution des dépenses sociales, qui ne sont pas un cadeau de l'Etat bourgeois mais font partie du salaire «différé» – la part du salaire non directement versé qui est utilisée pour financer ces dépenses : l'économie de guerre c'est d'abord la **guerre aux prolétaires** ! S'ils ne veulent pas être surexploités aujourd'hui et servir de chair à canon demain, les prolétaires doivent refuser la soumission aux perspectives bourgeoises. Il est possible de s'opposer aux sacrifices en temps de paix comme en temps de guerre pour le seul bénéfice du capitalisme, à condition d'entrer en lutte pour la **défense intransigeante des seuls intérêts prolétariens**. Le refus de la mortelle union nationale, l'opposition à la paralysante collaboration entre les classes au nom de la défense de la patrie, le retour à la véritable **lutte de classe**, s'appuyant **sur les moyens, les méthodes et l'organisation classistes** permettent d'unir les prolétaires de toutes nationalités contre le capitalisme et les Etats bourgeois, dans la perspective de renverser ce système de misère, d'exploitation et de guerres et d'ouvrir la voie à la société

sans classes ni Etats, le **communisme**.

Les bourgeois préparent la guerre pour défendre le capitalisme, préparons la guerre de classe pour en finir avec l'ordre bourgeois !

9/03/2025

(1) Chiffres du SIPRI, 22/2/25 (<https://www.sipri.org/commentary/topical-background/2025/transformation-ukraines-arms-industry-amid-war-russia>). Par comparaison, la France compterait 2000 à 4000 entreprises travaillant directement ou indirectement dans le secteur de l'armement et employant au total 210 000 personnes.

(2) Mais Zelensky a déclaré le 29/1 qu'il faudrait déployer «un minimum de 200 000 soldats européens pour «garantir la paix», ce qui est impossible pour les armées européennes...

(3) Par exemple la première ministre danoise a justifié le 19 février l'annonce de dépenses militaires massives pour dépasser les 3% du budget à la fin de l'année par la crainte d'un cessez-le-feu rapide en Ukraine «*car il peut donner au président Poutine et à la Russie une meilleure possibilité [...] de mobiliser à nouveau et d'attaquer l'Ukraine ou un autre pays en Europe*».

Et le discours se concluait par la proposition d'une «**écologie en période de guerre qui renforce nos avantages stratégiques (?) par des mesures limitant la dépendance de notre pays aux énergies fossiles (!), prenant en compte la finitude et la rareté des ressources critiques (!!)** et anticipant la dépollution des environnements affectés par les activités militaires (!!!)».

L'écologie ne sert plus à «défendre l'environnement», à «sauver la planète», mais à mieux faire la guerre!

On peut faire la même constatation dans les autres pays: en Belgique, le parti Ecolo veut donner des leçons sur la bonne façon de dépenser pour l'armement; en Allemagne, les Verts ont donné leur accord (personne n'en doutait) sur le vote de la modification constitutionnelle pour permettre de doubler les dépenses d'armement, etc.

Unanimité avec le gouvernement et l'armée, soutien au réarmement massif, nécessité que l'Europe soit «forte» par rapport aux «deux impérialismes» (russe et américain), au nom de la «**défense de nos démocraties**», les Ecologistes diffusent avec enthousiasme tous les arguments pour mobiliser l'«**opinion publique**» en soutien des impérialismes européens: énième démons-

tration que le pacifisme petit-bourgeois se convertit sans état d'âme au militarisme quand la bourgeoisie l'exige...

(1) Marie Toussaint, ancienne tête de liste des écologistes aux élections

européennes, RFI, 7/03/25. Elle s'indignait aussi que «*Poutine court après des positions qui étaient anciennement françaises en Afrique*»...

(2) LCI, 7/03/25

(3) Public Sénat, 14/02/25. Elle dénonçait aussi les «*patriotes de pacotille*».

Réarmement : Le NPA-A reprend les vieux mensonges pacifistes

Le «NPA-l'Anticapitaliste» de Besancenot et Poutou (ou NPA-A) a répondu dès le lendemain au «réarmement» proclamé dans l'intervention télévisée de Macron le 5/3 par un cri du cœur petit-bourgeois : «*Non au militarisme néo-libéral face à Trump et Poutine!*» Le sous-titre est : «*Soutien aux résistances armées et non armées des peuples contre tous les néo-colonialismes*» (communiqué du 6/03/2025).

Y aurait-il pour les trotskystes du NPA-A un bon militarisme, pas néo-libéral? Ce serait logique pour un parti demandant la livraison d'armes à l'Ukraine (il avait été signalé pour cette raison par l'hebdomadaire réactionnaire *Le Point* comme étant une exception

parmi les partis de gauche «*munichois*») (1). Mais le NPA-A réfute la volonté de Macron de «*faire participer la France et l'Europe à la montée militariste*», «*face à l'axe néo-fasciste Trump-Netanyahou-Poutine* (sic)»! Heureusement, il y a une solution : «*D'autres voies sont pourtant possibles : la coopération internationale, sur le plan économique, écologique, social; le soutien aux peuples en lutte, par en bas (?), contre les dirigeants dictatoriaux ou ultralibéraux*».

Nulle référence dans le communiqué de ce parti soi-disant «anticapitaliste» au prolétariat, aux luttes de la classe

(Suite en page 4)

Réarmement : Le NPA-A reprend les vieux mensonges pacifistes

(Suite de la page 3)

ouvrière contre le capitalisme; à la place on parle de «peuple», c'est-à-dire d'un ensemble de classes sociales, aux intérêts en réalité différents et opposés, que seule veut réunir l'idéologie petite bourgeoise. Le NPA-A propose la «coopération internationale» comme alternative au réarmement pour répondre à «l'axe néo-faciste»; il s'agit vraisemblablement d'un écho aux lamentations bourgeoises sur le non respect par Trump des accords de coopération entre les Etats, comme les accords commerciaux, l'accord de Paris sur le climat, etc. Mais le problème est que si cette coopération internationale n'existe plus, c'est parce que les oppositions d'intérêts entre les Etats deviennent trop fortes, remettant en cause les accords existants: la coopération internationale n'est alors plus possible et elle laisse la place aux affrontements ouverts, armés ou non armés. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un problème strictement bourgeois; les prolétaires n'ont pas à conseiller aux Etats bourgeois la meilleure façon de régler leurs rapports réciproques, ils doivent les combattre dans tous les cas; de leur côté, les communistes doivent combattre la dangereuse illusion selon laquelle la solution aux risques de guerre serait la coopération internationale des Etats: coopérations et affrontements dépendent du degré des contradictions capitalistes, pas d'un choix politique. La seule alternative, la seule réponse aux risques de guerre et à la guerre, est la lutte contre le capitalisme, fondée sur l'**union internationale des prolétaires**. Le communiqué du NPA-A, lui, indique «quelques boussoles» à suivre pour «maintenir une alternative progressiste et révolutionnaire»: pas de «désarmement des agressés» et «intervention sur les enjeux liés aux armes»; notamment, «pour nous, les industries militaires doivent être socialisées, soumises à un contrôle démocratique des citoyennes, interdites d'exportation vers des dictatures» (il y aura donc de bonnes ventes d'armes, des marchands de canon démocrates).

Le texte n'explicite pas la nature de cette «intervention» qui permettrait de réaliser ce fumeux plan de contrôle démocratique des industries d'armement et des «décisions militaires»; mais elle ne pourrait être que de nature électorale et parlementaire, selon les vieilles illusions réformistes. Pour les révolution-

naires communistes, la perspective n'est pas de soumettre le complexe militaro-industriel à un *contrôle démocratique des citoyens*, mais de le **briser** – comme tout l'appareil d'Etat bourgeois –, par la révolution des *prolétaires* imposant leur *dictature de classe*. Utopique? Infiniment moins que la perspective mensongère du contrôle démocratique du militarisme bourgeois, qui n'a jamais abouti qu'à des massacres...

Dans un article plus récent (2) le NPA-A précise ses positions, en faisant tout d'abord une triste découverte: «*Dans les relations internationales, la force est en train de remplacer le droit. (...) Trump et Poutine sont ainsi en train de dessiner un monde, où il n'existerait d'autre loi que celle du plus fort*». Avant Trump et Poutine, le droit l'emportait donc sur la force? A se demander non seulement si nos «anticapitalistes» ont jamais lu des textes marxistes, mais s'ils ont jamais prêté attention à ce qui se passe dans le monde! «La force prime le droit», cette formule de Bismarck a été continuellement démontrée par l'histoire en dépit des illusions démocratiques toujours renaissantes répandues par le pacifisme petit bourgeois et le réformisme social-démocrate.

Le militarisme n'est pas la bonne réponse au risque de guerre, selon le NPA-A, car : «*Construire une paix durable ne peut se faire que sur la justice et le droit*». (...) «*C'est pour cela que le mouvement ouvrier a toujours promu une politique de désarmement, qui doit aujourd'hui se traduire par le mot d'ordre d'interdiction des armes nucléaires, chimiques ou biologiques, la réorientation des industries liées à l'armement (...)*».

L'ignorance ou le mensonge atteignent ici des sommets! Lénine, les bolcheviks, l'Internationale Communiste des premières années, Trotsky, ont combattu la perspective fallacieuse du «désarmement» qui ne sert qu'à égarer les prolétaires. Il a fallu la victoire de la contre-révolution stalinienne pour que réapparaisse dans le mouvement ouvrier cette politique qui à la veille de la première guerre mondiale avait été promue par les chefs réformistes. Après la deuxième guerre mondiale elle est devenue la politique officielle des partis staliniens et un thème majeur de la propagande soviétique. Cela n'a pas empêché la course aux armements et la multiplication des guerres coloniales – avec la complicité des tenants du désarmement! Le NPA-

A s'inscrit pleinement dans cette ligne anti-prolétarienne.

Répétons donc une citation de Lénine sur le désarmement: «*Dans la société socialiste, il n'y aura plus de guerres; par conséquent, le désarmement sera réalisé. Mais c'est ne pas être un socialiste que d'espérer la réalisation du socialisme en dehors de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. (...)*»

Notre mot d'ordre doit être l'*armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie* (3).

(1) «Seule voix discordante à l'extrême gauche, le NPA, qui propose de livrer gratuitement des armes à l'Ukraine pour combattre le néo-impérialisme russe» cf *Le Point*, 29/03/2024.

(2) «Pour le droit des peuples, contre le militarisme», <https://npa-lanticapitaliste.org/actualite/politique/pour-le-droit-des-peuples-contre-le-militarisme>

(3) Lénine «A propos du mot d'ordre du désarmement», oct. 1916 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/10/vil19161000.htm>

AVIS AUX LECTEURS

Par manque de place dans ce numéro, nous n'avons pas pu publier tous les articles disponibles pour ce journal que nous maintenons pour des raisons matérielles à 20 pages. Il s'agit de :

- «Ukraine: pilule amère pour les impérialismes Européens, butin succulent pour les impérialismes américains et russes, que les Chinois ne font que regarder...» Cet article est toutefois paru sur notre site internet comme prise de position du 22/02/2025 et peut y être consulté.

- «Argentine. Face au "succès" de Milei, le besoin de la lutte de classe». Cet article est aussi paru sur notre site internet comme prise de position du 01/02/2025, et en version espagnole dans le n° 27 de février 2025 du «Suplemento Venezuela» de notre revue «el programa comunista»

- «Correspondance : Leçons de la grève à Postes Canada». Cet article est paru en version anglaise dans notre organe «Proletarian», n° 22 de février 2025. Il est aussi accessible comme complément au sommaire du «prolétaire» sur notre site internet.

<https://www.pcint.org>

G. Zinoviev

Pacifisme ou marxisme

(Les vicissitudes d'un mot d'ordre)

(extraits)

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article de Zinoviev, écrit en août 1915, alors qu'avec Lénine les bolcheviks luttèrent dans l'émigration pour la défense des positions marxistes correctes contre la guerre. Max Adler était un socialiste autrichien qui passait pour un marxiste orthodoxe; mais comme chez Kautsky son marxisme n'était que le voile de l'opportunisme.*

Le «mot d'ordre» de la paix est, pour les marxistes révolutionnaires, une question d'une importance beaucoup plus grande qu'on ne le croit parfois. Le débat se ramène en réalité à un problème de lutte contre l'influence bourgeoise dans le mouvement ouvrier, à l'intérieur du socialisme.

Le «mot d'ordre» de la paix est préconisé dans la littérature socialiste de deux points de vue différents. Les uns, sans admettre en principe le pacifisme, veulent considérer ce mot d'ordre comme le plus compatible avec l'actualité, comme une consigne qui doit réveiller les masses dès l'instant présent, comme un appel qui n'aura de retentissement que pendant les derniers mois à courir jusqu'à la fin de la guerre. Les autres entendent par ce mot d'ordre quelque chose de plus : ils en font tout un système de politique étrangère du socialisme, à maintenir après la guerre, c'est-à-dire la politique d'un pacifisme soi-disant socialiste.

En fait, les premiers viennent en aide aux seconds. Et il n'en peut être autrement.

Le courant le plus sérieux, celui qui a un passé, une théorie à lui, une base d'idée, c'est uniquement le second. La philosophie de ce deuxième courant, la voici : le socialisme, jusqu'à présent, n'a pas été assez pacifiste, il n'a pas assez prêché l'idée de la paix, il n'a pas fait converger ses efforts dans le but d'amener le prolétariat mondial à s'assimiler le pacifisme comme un système général de politique étrangère de l'Internationale. De là l'impuissance du prolétariat socialiste dans la guerre actuelle, de là la débilite de l'Internationale devant cette tourmente. Ce point de vue est fortement mis en relief dans la récente brochure de Max Adler : *Prinzip oder Romantik* (Principe ou Romantique) (Nuremberg, 1915). Max Adler, en paroles bien entendu, est l'adversaire d'un pacifisme purement bourgeois, qu'il repousse de la façon la plus énergique. Ce n'est même pas un pacifiste du genre de ceux que nous trouvons en Angleterre, dans l'Independent Labour Party. C'est un «marxiste du centre», un kautskyste. Et

voici la plate-forme qu'il adopte, en guise de leçon à tirer de la guerre 1914-1915 :

«La politique extérieure du socialisme ne peut être que pacifiste, non dans le sens d'un mouvement bourgeois vers la paix... et non pas non plus dans le sens d'un aveu de l'idée socialiste tel que nous l'avons entendu jusqu'à présent... autrement dit d'une idée qui était considérée jusqu'à ce jour comme une fin secondaire dans la lutte émancipatrice du prolétariat... Il est maintenant opportun de lancer cet avertissement : Tout l'internationalisme de la social-démocratie devra rester et restera une utopie si celle-ci ne fait point de l'idée de la paix le point central de son programme de politique extérieure et intérieure... Le socialisme, après la guerre, deviendra un pacifisme international organisé, ou bien n'existera plus.» (Brochure ci-dessus mentionnée, pages 61-62, souligné par l'auteur).

Sans aucun doute, c'est tout un programme. Mais ce n'est pas le programme du marxisme ; c'est celui de l'**opportunisme petit-bourgeois**. De ce «pacifisme international», il n'y a qu'un pas à faire pour rejoindre le social-chauvinisme international. La logique de cette évolution est très simple : nous sommes pacifistes, l'idée de la paix est le point central de notre programme ; mais, du moment que le pacifisme n'a pas encore poussé de racines assez profondes dans les masses, du moment que l'idée de la paix est encore faible, que nous reste-t-il à faire sinon de défendre chacun notre patrie ? Certes, cette décision ne peut être prise que provisoirement, et «d'un cœur lourd» ; certes, après la guerre, il faudra adopter comme «point central» de notre propagande l'idée de la paix. Mais, pour le moment, il faut défendre la patrie. Il n'y a pas d'autre issue.

Et pour les socialistes qui n'aperçoivent pas d'autre perspective... révolutionnaire, qui ne voient pas comment les guerres impérialistes peuvent en effet se transformer en guerres civiles, il n'y a pas réellement d'autre issue. Du pacifisme au social-chauvinisme, et du so-

cial-chauvinisme à un nouveau prêche pacifiste, – tel est le cercle vicieux, telle est la souricière dans laquelle se débat vainement la pensée des opportunistes et des marxistes du «centre».

«L'idée de la paix au centre de nos mots d'ordre !»... On dit cela maintenant, après que la première guerre impérialiste de toute l'Europe a éclaté ! Voilà ce que nous ont appris les événements !

Non pas l'idée de la paix, mais l'idée de la guerre civile, a-t-on envie de crier à ces grands utopistes qui promènent une si petite utopie. La **guerre civile**, citoyen Adler ! Voilà quel sera le point central de notre programme. Le malheur n'est pas en ceci que nous n'avons pas assez prêché l'idée de la paix avant la guerre ; il est en ceci que nous n'avons pas trop, ni assez sérieusement, prêché l'idée de la lutte de classes, de la guerre civile. Car, en temps de guerre, la reconnaissance de la lutte de classes, de la part de ceux qui n'admettent pas la guerre civile est une pure phrase ; c'est de l'hypocrisie ; c'est un mensonge pour les ouvriers. (...)

* Source: www.archives autonomes.org/spip.php?article2902



Visitez notre site internet : <https://www.pcint.org>

Proletarian

N° 22 (February 2025)

- In Trump's America, the historical goals of the proletariat do not change
- Russia-Ukraine War: Imperialist Peace on the Horizon...
- The Middle East: Israel, the armed arm of US imperialism, wages war against all those who oppose Washington's global power interests, in whose shadow Israel's regional power interests emerge
- Trump's election and the U.S. working class
- Syria: the tyrant is gone, the bourgeois and imperialist order remains
- Lessons from the strike at Canada Post
- Canada. Quebec Premier attacks immigrant proletarians, drawing inspiration from French policy
- South Africa: Capitalism orchestrated a massacre in an abandoned gold mine, 87 killed, 248 suffered from starvation
- A victory for democracy in South Korea?

Price per copy: USA \$2/CDN \$2/£1,5/€ 1,5/ Latin America: US \$ 1,5/ CHF 3

8 MARS

Avec la guerre impérialiste à l'horizon, les prolétaires femmes et hommes doivent se préparer au retour de leur lutte de classe

(Suite de la page 1)

En 1915, la Première Guerre impérialiste mondiale faisait déjà rage depuis un an. Les principaux partis sociaux-démocrates français et allemand, avaient scellé un pacte sacré de collaboration avec leurs bourgeoisies nationales respectives pour la défense de la *patrie en danger*, et toute fraternisation entre eux avait été préventivement écartée. Alors que les tendances internationalistes au sein du mouvement socialiste, qui allaient bientôt donner naissance aux conférences de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916), étaient encore relativement étouffées par l'impact du traumatisme provoqué par la trahison des directions politiques et syndicales au profit de leurs bourgeoisies nationales respectives, ce sont les femmes socialistes qui, les premières, de manière confuse mais résolue, ont rompu avec la discipline nationaliste dominante dans leurs organisations pour participer à la conférence de Berne. Ce fut le premier exemple de la survie des principes internationalistes fondamentaux dans un secteur déterminé de la social-démocratie et, avec lui, la première possibilité d'ouvrir la voie à un retour des thèses marxistes en faveur de la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste et pour la défaite du pouvoir bourgeois. Ainsi se terminait leur appel aux femmes travailleuses du monde entier (« *Femmes du prolétariat. Où sont vos maris ? Où sont vos fils ?* ») :

« L'Humanité tout entière fixe son regard sur vous, femmes du prolétariat des pays belligérants. Devenez les héroïnes, les sauveurs !

Unissez-vous ! que votre volonté soit une ! que votre action soit une ! Ce que vos maris et vos fils ne peuvent exprimer, c'est à vous de le dire, de le redire et de le redire encore :

Les travailleurs de tous les pays sont frères. Ce n'est que leur volonté unie qui peut mettre fin à l'assassinat des peuples.

Seul le Socialisme est la paix future de l'Humanité.

A bas le capitalisme, qui sacrifie des hécatombes d'êtres humains à la richesse et au pouvoir des classes pos-

sédantes !

A bas la guerre ! par et pour le socialisme ! »

En 1917, seulement deux ans plus tard, ce sont les femmes prolétaires de la Russie tsariste qui ont fait le premier pas dans cette direction : le 8 mars (selon le calendrier julien) à Petrograd, une manifestation pour l'augmentation des rations de pain – drastiquement réduites en raison des pénuries causées par la guerre – déclencha les premières révoltes qui aboutirent à la *Révolution de Février*. Comme on le sait, le mouvement des femmes prolétaires fut le début du premier acte de la véritable révolution prolétarienne : celle d'Octobre 1917, au cours de laquelle les bolcheviks menèrent les masses ouvrières et paysannes (dont une grande partie avait été enrôlée pour la guerre) à la prise du pouvoir et à l'établissement de la dictature du prolétariat en Russie, qui, selon les bolcheviks eux-mêmes, devait être le prélude à la révolution mondiale.

Plus d'un siècle plus tard, la guerre impérialiste ressurgit à l'horizon, et elle ne semble plus si lointaine. La grande crise capitaliste de 2008-2013 n'a pas seulement entraîné une chute brutale des conditions de vie du prolétariat, elle a aussi révélé les difficultés des grandes puissances impérialistes à maintenir leur système de partage du monde, leur pillage systématique mais relativement organisé des ressources, des routes commerciales, des richesses, etc. Même si, pour l'instant, cela se produit à distance et par procuration, comme en Ukraine, en partie au Moyen-Orient et en Afrique, ces dernières années ont montré une tendance inexorable à la confrontation entre ces puissances, et la réalité est que les tambours de guerre résonnent de plus en plus fort partout.

Tant la guerre elle-même que la période qui la précédera et qui sera marquée par la mobilisation massive de ressources pour le conflit (depuis les armes aux soldats, les milliards investis dans l'équipement militaire, les travailleurs relocalisés vers les « industries essentielles »), exerceront une pression croissante sur les prolétaires, dont leurs conditions de vie et de tra-

vail se détérioreront systématiquement. Les soi-disant « acquis sociaux », qui ne sont en réalité que des concessions temporaires accordées par la bourgeoisie pour garantir la paix sociale grâce aux surprofits obtenus de la production marchande, seront les premiers à disparaître. Avec eux, disparaîtra aussi le système que l'on croit aujourd'hui immuable et dans lequel les grandes masses de prolétaires des pays capitalistes super-développés ont confiance pour éviter une vie aussi misérable que celle de leurs frères et sœurs dans les anciennes colonies et le soi-disant « Tiers-Monde ». Tant la guerre que ses préparatifs seront une lente mais inévitable démonstration que le capitalisme ne peut offrir que misère et destruction, et que les apparences de paix et de stabilité n'auront été qu'un mirage.

Même pendant les décennies d'expansion économique et de paix relative (relative, car cette paix n'a concerné que les pays les plus développés, tandis que dans la périphérie capitaliste, la guerre a été une constante), la femme prolétaire est restée dans une position subordonnée par rapport à l'homme prolétaire. À la situation caractéristique de sans-réserve, de simple force de travail dont on peut se passer, dans laquelle elle se trou-

**Guerre
russo-ukrainienne**
La guerre russo-ukrainienne, de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev

Brochure «le prolétaire» n° 39 ;
Mai 2024 ; format A4 ; 80
pages ; prix : 5 € / 10 CHF

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

**Guerre
russo-ukrainienne**

La guerre russo-ukrainienne
de son déclenchement
à la «contre-offensive» de Kiev



Mai 2024

39

ve par son appartenance à la classe prolétarienne, s'ajoute la situation d'oppression particulière qu'elle subit du fait de son sexe. Elle a toujours supporté le poids des pressions familiales, des soins du foyer, des enfants... les emplois moins bien rémunérés et les pires conditions de travail, en plus de la série d'humiliations et de harcèlements qu'elle subit dans la société bourgeoise parce qu'elle est une femme.

Cette situation ne peut que s'aggraver au fur et à mesure que la situation sociale générale se rapproche du précipice de la guerre où toutes les oppressions seront redoublées. Prétendument dépassée, cette situation représente un avantage économique ou politique pour la bourgeoisie, et pour cela elle ne pourra que ressurgir ; et la femme prolétaire ne pourra que souffrir encore une fois et encore plus de la réalité exacerbée du monde capitaliste. Elle sera appelée à subir une oppression accrue au nom de l'unité nationale, de la défense de la patrie, du front uni avec les femmes bourgeoises (qui sera sans doute recouvert du manteau de la solidarité *féministe* ou d'un autre

slogan de ce genre), et la prétendue « liberté » et les « droits acquis » serviront d'argument pour la faire participer activement à cette défense des intérêts de la classe bourgeoise.

La guerre mettra le prolétariat, et en particulier les femmes prolétaires, face à une alternative brutale : combattre pour leurs intérêts de classe ou mourir. La mobilisation militaire exercera une pression telle sur la classe ouvrière qu'elle n'aura pas d'autre choix que de revenir sur le terrain de la **lutte de classe**, de la **défense intransigeante de ses propres intérêts**, en utilisant **des moyens et des méthodes exclusivement classistes**, donc sans aucune alliance avec la bourgeoisie petite, moyenne ou grande, pour empêcher la classe bourgeoise de détruire leur vie et de les transformer, elles et leurs enfants, en chair à canon sur les fronts de la guerre et dans les entreprises.

Les femmes prolétaires ont une longue tradition de lutte, même si elles l'ignorent peut-être. De la Commune de 1871 à Petrograd en 1917, en passant par les grandes organisations syndicales et politiques de classe, elles ont

démontré leur force révolutionnaire, une force qu'elles utiliseront à nouveau quand la situation historique l'exigera. Lorsque la bourgeoisie, comme ces dernières années en Ukraine, en Russie et en Israël, désignera à nouveau les fronts de guerre comme le destin inéluctable du prolétariat, les femmes prolétaires devront prouver une fois encore et sans l'ombre d'un doute, qu'elles sont les héritières de la plus grande tradition de lutte de l'histoire : celle de la classe prolétarienne. Jusque-là, les femmes prolétaires continueront à lutter, aux côtés des hommes prolétaires et avec leur soutien, pour exiger de vivre dignement, pour défendre leurs droits les plus fondamentaux et spécifiques – maternité, enfance, travail de nuit, etc. – et pour mener des luttes économiques, en défendant les salaires, les conditions de travail et la sécurité sur les lieux de travail.

**Vive le 8 mars prolétarien !
Vive la Journée internationale de
lutte des femmes !
Pour la reprise de la lutte de classe!**

6/03/2025

Élections fédérales allemandes de 2025 : face à l'inévitable intensification des attaques anti-prolétariennes, la classe ouvrière devra déchirer le voile du mensonge démocratique et reprendre le chemin de la lutte de classe

Pour les démocrates bourgeois, l'élection constitue le point d'orgue de la vie politique. Pour nous, communistes abstentionnistes, la participation aux élections apparaît plutôt comme une illusion, l'illusion qu'elle permettrait de faire avancer les intérêts de classe des prolétaires. En réalité, le vote constitue un moyen – et l'un des plus efficaces, tant il est insidieux – d'empêcher la lutte de classe en détournant les prolétaires vers une impasse. C'est en nous appuyant sur cette réalité historique que nous avons fait de l'abstentionnisme une des bases de notre orientation politique. Mais l'on aurait tort de confondre l'abstentionnisme communiste avec de l'indifférentisme. Si cela fait bien longtemps que les décisions ne sont plus prises dans l'enceinte parlementaire, comme le montrait déjà Lénine en 1920 (1), il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre d'enseignements peuvent être tirés des échéances électorales. Les élections fédérales allemandes du 23 février 2025 nous en donnent l'occasion.

Comme attendu, c'est la démocratie chrétienne (CDU) qui est sortie vain-

queur de ces élections anticipées. Ce résultat fait suite à une importante crise politique qui s'était manifestée par la fin précipitée en novembre 2024 de la « coalition en feu tricolore » (sociaux-démocrates du SPD ; libéraux du FDP ; Verts ou Grünen), après que le chancelier social-démocrate Olaf Scholz ait limogé son ministre fédéral des Finances, Christian Lindner, du fait de désaccords sur la politique économique et budgétaire à mener. En effet, Lindner défendait l'arrêt de toute nouvelle réglementation, une baisse des impôts et la baisse des dépenses publiques, en particulier celles consacrées à la lutte contre le réchauffement climatique, provoquant la colère du SPD et des Grünen. Au-delà de ce désaccord conjoncturel, ce sont deux véritables divergences de fond qui opposaient les membres de cet attelage hétéroclite. La première concernait la crise économique qui touche l'Allemagne depuis 2023 et oppose les libéraux aux Verts et au SPD sur la trajectoire budgétaire ; la seconde portait sur la guerre en Ukraine et ses répercussions géopolitiques, les Verts étant partisans d'une politique belliciste beaucoup plus

assumée que le SPD, pourtant à l'origine d'un tournant historique avec un investissement sans précédent dans l'armée allemande depuis 1945.

L'ALLEMAGNE FACE A LA CRISE ECONOMIQUE ET A L'INTENSIFICATION DES TENSIONS IMPERIALISTES

En réalité, ces deux enjeux sont intimement liés et c'est la réorientation géoéconomique de l'Allemagne, à la suite des sanctions contre la gaz russe, qui est responsable en grande partie des difficultés économiques auxquelles le pays est aujourd'hui confronté. Pendant des années, la prospérité économique de l'Allemagne a reposé sur une énergie bon marché, alimentant la production de biens industriels destinés à l'exportation. En 2011, la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel prend la décision d'accélérer la sortie de l'énergie nucléaire, comptant sur le gaz russe pour la production d'électricité. C'est ce qui explique les bonnes relations relatives entre l'Allemagne et la Russie pendant

(Suite en page 8)

Élections fédérales allemandes de 2025...

(Suite de la page 7)

toutes les années 2010, jusqu'au début de la guerre en Ukraine. Or, lorsque la Russie a réorienté ses exportations de gaz pour faire face aux sanctions européennes, les prix du gaz et de l'électricité qu'il servait à produire sont montés en flèche, suscitant des coûts très importantes pour les industries à forte consommation d'énergie comme l'acier, les engrais, les produits chimiques et le verre. L'Allemagne a été contrainte de se tourner vers le gaz naturel liquéfié, produit par les États-Unis ou le Qatar. Selon une étude réalisée par le cabinet Prognos AG pour l'Association de l'industrie bavaroise, l'électricité coûte aujourd'hui 20,3 centimes d'euro par kilowattheure contre 8,4 centimes d'euro aux États-Unis ou en Chine, principaux concurrents de l'industrie allemande. Alors que, pendant des années, l'Allemagne a bénéficié du commerce avec la Chine - les entreprises allemandes ayant trouvé un nouveau marché considérable pour les machines, les produits chimiques et les véhicules, d'où des bénéfices records pour des compagnies comme Mercedes-Benz, Volkswagen et BMW - la Chine s'est progressivement muée en concurrente de l'industrie allemande. Par exemple, alors qu'en 2010, les fabricants chinois de panneaux solaires dépendaient encore de l'importation d'équipements allemands, aujourd'hui, c'est à partir d'équipements chinois que cette production se développe à l'échelle mondiale. Plus largement, la Chine a largement subventionné la production d'acier, de machines, de panneaux solaires, de véhicules électriques et de batteries pour ces mêmes véhicules, qui entrent désormais en concurrence avec la production allemande sur les marchés d'exportation (2).

Quant à la dimension géopolitique de la crise, elle a forcé l'Allemagne à revenir dans le giron américain, contre ses intérêts économiques immédiats, et a abouti à une accélération majeure des dépenses militaires du pays. C'est ainsi 100 milliards d'euros qui ont été consacrés à des « fonds spéciaux » pour l'armée. Nul besoin d'être marxiste pour comprendre que le coût de ce réarmement retombera en grande partie sur les épaules du prolétariat allemand, autochtone comme immigré, qui commence déjà à subir les effets d'une politique anti-sociale d'ampleur, qui ne pourra que s'accélérer. Ainsi, alors que la pauvreté explose, avec 14 millions de personnes touchées par la pauvreté contre 3

millions il y a encore vingt ans, et que les coûts du logement, de l'énergie et de l'alimentation connaissent une hausse sans précédent, on assiste dans le même temps à une baisse de moitié des dépenses sociales, qui sont passées de 32,82 milliards d'euros en 2019, à 17,63 milliards d'euros en 2022.

UN DESAVEU CINGLANT POUR LA COALITION SORTANTE

Bien plus qu'à une victoire des démocrates-chrétiens, nous assistons surtout à l'échec retentissant de la coalition sortante. Si les premiers ont gagné 4 points et 11 sièges par rapport à 2021, ce qui représente une hausse modérée, le SPD a, quant à lui, perdu 9 points et 86 députés. Quant aux Verts, ils ont également perdu 33 députés. Le FDP, enfin, a complètement disparu du Parlement, ne parvenant pas à franchir la barre des 5 % des voix requises pour entrer au Bundestag. Ce résultat doit donc être interprété comme une sanction de la part du prolétariat et des classes moyennes vis-à-vis de la politique menée par le gouvernement sortant. Les premiers sont les victimes désignés de la vague de licenciements qui s'annonce. C'est ainsi que Volkswagen envisage de fermer trois usines en Allemagne, menaçant des dizaines de milliers d'emplois, jusqu'à 30 000 postes, et s'accompagnant de baisses de salaires oscillant entre 10 et 18 % ! Le fabricant d'appareils électroménagers Miele a annoncé son intention de délocaliser une partie de son activité en Pologne, avec à la clé la suppression de 7000 postes tandis que le fabricant de pneus Michelin prévoit de supprimer 1 500 emplois. On peut enfin citer l'entreprise d'ingénierie ZF Friedrichshafen qui prévoit la suppression de 14 000 postes d'ici 2028(3). À ces perspectives lugubres pour le prolétariat s'ajoute le fait que l'Allemagne entre en récession pour la deuxième année d'affilée. Selon une estimation de l'institut Destatis, le PIB a connu une chute de 0,2 % en 2024, alors qu'il s'était déjà contracté de 0,3 % en 2023 (4). Cette crise touche toute la société allemande, y compris les classes moyennes petites-bourgeoises, base électorale traditionnelle des Verts, ce qui est l'une des raisons de leur importante chute.

L'EXTRÊME DROITE NE GOUVERNERA PAS MAIS LES ATTAQUES ANTI-IMMIGRÉS CONTINUERONT DE S'INTENSIFIER

Une autre leçon importante de ces élections, sur laquelle ont particulièrement insisté les médias bourgeois et les démocrates petits-bourgeois, est le score historique de l'extrême droite (AfD). En

effet, si la CDU n'est pas parvenue à dépasser le seuil des 30 % des voix, que lui pronostiquaient pourtant les sondages, cela s'explique notamment par le fait qu'une partie de ses électeurs se sont détournés vers le parti populiste. Il ne s'agit pas de relativiser l'ampleur de ce tournant autoritaire de la classe politique et de la société allemande. Il ne fait en effet aucun doute que, dans le contexte de crise précédemment décrit, une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie aspire à une politique de plus en plus autoritaire et répressive, vis-à-vis des immigrés et des « assistés », ces éternels boucs émissaires. De même, une partie non négligeable du prolétariat autochtone a pu croire - terrible illusion ! - que le parti populiste pourrait lui offrir un meilleur niveau de vie en sacrifiant le prolétariat immigré. En réalité, l'AfD n'a que faire de la classe ouvrière et son programme, s'il entraînait en application, ne ferait qu'intensifier la dégradation des conditions de vie et du travail du prolétariat, immigré comme autochtone. A priori, ce n'est pas demain que l'extrême droite gouvernera au niveau fédéral. Le poids de l'antifascisme, le fameux « cordon sanitaire », équivalent outre-Rhin du « front républicain », continuent, bien qu'avec des fissures de plus en plus béantes, à prévenir toute alliance durable entre la droite et l'extrême droite. Si ce mythe d'une société allemande « anti-fasciste » continue à mystifier nombre de prolétaires, comme en témoignent la participation historique (82%) et la présence de près d'1,4 million de manifestants contre l'extrême droite lors de la campagne électorale (5), il n'en demeure pas moins que, dans les faits, le fossé séparant l'extrême droite des partis traditionnels ne cesse de se résorber. On a ainsi pu voir la CDU, le FDP mais aussi le parti de gauche anti-immigrés et nostalgique du stalinisme fondé par l'ancienne dirigeante de Die Linke, Sahra Wagenknecht, s'unir avec l'extrême droite pour voter un pacte commun de lutte contre l'immigration. Cette alliance de circonstance n'est que la forme la plus spectaculaire d'une politique anti-immigrés que toute la classe politique allemande poursuit énergiquement, sociaux-démocrates inclus. Dès octobre 2023, Olaf Scholz annonçait fièrement : « Nous devons nous résoudre à des expulsions massives » (6). Ces propos ont été suivis d'une série de mesures toujours plus dures contre les immigrés, incluant rétablissement des contrôles aux frontières, réduction des aides pour les demandeurs d'asiles et expulsions massives, y compris vers ce « pays sûr » qu'est l'Émirat islamique d'Afghanistan. Ainsi, de la gauche radicale à l'extrême droite, en passant par les Verts et

la social-démocratie, toute la classe politique marche à l'unisson pour faire de la vie du prolétaire immigré un véritable enfer. Mais si la politique anti-prolétarienne et anti-immigrés est une orientation politique partagée, tel n'est pas encore le cas de certaines des positions programmatiques de l'AfD. Ainsi, la sortie de l'euro et de l'Union européenne n'est toujours pas à l'ordre du jour. Idem pour un rapprochement avec la Russie. Cependant, il faut se garder d'une analyse statique car le changement d'attitude des États-Unis sous la présidence Trump, avec un tournant isolationniste vis-à-vis de l'Union européenne, pousse un atlantiste confirmé comme le probable futur chancelier Friedrich Merz à parler d'une Europe « indépendante » vis-à-vis des États-Unis (7).

UN MYTHE QUI A LA VIE DURE : L'ANTIFASCISME DEMOCRATIQUE

Outre l'AfD, et dans une proportion bien moindre, un second parti est parvenu à tirer son épingle du jeu lors de ces élections : le parti de gauche radicale Die Linke, issu d'une fusion de la gauche du SPD et des héritiers de la SED stalinienne. Il a ainsi obtenu 64 sièges, soit 25 de plus que lors des élections fédérales de 2021, et ce malgré la concurrence de sa scission explicitement populiste, le BSW. Die Linke est même le premier parti parmi les 18-29 ans (8), une place jusqu'alors dévolue aux Verts, et le premier parti à Berlin. Ce résultat peut surprendre alors que les dernières élections fédérales et régionales semblaient plutôt indiquer un déclin inexorable de la formation de gauche radicale. En réalité, d'après de nombreux spécialistes, ce succès est dû en large part à la place essentielle occupée par ce parti dans les manifestations anti-fascistes organisées depuis le début de la campagne électorale et qui ont rassemblé des millions de personnes. Ce résultat témoigne de la force incontestable du mythe anti-fasciste dans une grande partie de la population, en particulier la jeunesse, une dynamique qu'il nous avait déjà été donnée de voir à l'œuvre lors des dernières élections législatives en France où la victoire de la coalition de Nouveau front populaire s'expliquait là aussi largement par le recours à une rhétorique anti-fasciste, toujours plus efficace à mesure que l'extrême droite se rapproche du pouvoir dans un grand nombre de pays occidentaux. Cette similitude des deux formations politiques n'a d'ailleurs pas échappé au vétéran de la gauche radicale française, Jean-Luc Mélenchon, qui s'est fendu d'un message sur X affirmant qu'en « *s'alignant sur une politique de rupture antiracis-*

te et anti libérale Die Linke double son score et revient sur la grande scène. Un futur redevient possible (9) ». La « rupture » représentée par Die Linke est bien relative. Il est certain que face à un SPD ayant abandonné depuis des décennies toute référence au marxisme et à l'anticapitalisme et à des Verts beaucoup plus centristes et bellicistes que leurs homologues d'autres pays, le parti de gauche peut apparaître comme une alternative « radicale ». En réalité, quiconque s'intéresse au programme et à l'histoire de cette formation politique constatera aisément que, loin de proposer une alternative – d'ailleurs, quelle autre alternative existe que le communisme ? – Die Linke n'est en réalité qu'un parti « réformiste » sans réformes, une organisation de la gauche du capital, attachée à la défense de la démocratie – bourgeoise – contre un supposé danger fasciste. En d'autres termes, Die Linke ne représente qu'un énième avatar de cette social-démocratie de gauche dont le relatif succès auprès d'une partie du prolétariat ne peut s'expliquer que par un siècle de recul et d'abandon de ses méthodes classistes de lutte. Ce qui devrait préoccuper les prolétaires, ce n'est pas cette hypothétique menace fasciste contre la démocratie mais bien cette démocratie elle-même, superstructure idéologique qui ne fait que dissimuler et rendre acceptable le mode de production capitaliste et l'ordre bourgeois. Car cette démocratie pour laquelle on appelle le prolétariat au secours est celle-là même qui multiplie les licenciements, qui organise les attaques contre les prolétaires, immigrés comme autochtones, qui favorise la militarisation de la société et de l'économie en prévision d'une future guerre impérialiste, chaque jour plus probable. Les campagnes anti-fascistes, en Allemagne comme ailleurs dans le monde, n'ont qu'une seule et même signification : servir de diversion et orienter le prolétariat vers une impasse. Comme nous n'avons cessé de le répéter tout au long de notre existence : l'alternative n'est pas démocratie ou fascisme mais bien révolution socialiste ou capitalisme. Il est bien évident que Die Linke n'a rien à faire de près ou de loin avec cette lutte historique et qu'au contraire, le prolétariat aura à lui passer sur le corps s'il veut défendre ses intérêts historiques.

LA LUTTE DE CLASSE DOIT REEMPLACER LE BULLETIN DE VOTE

Il est donc tout à fait possible pour les communistes abstentionnistes de tirer des leçons de ces élections fédérales : elles témoignent tout d'abord d'un affaiblissement du contrôle social du

SPD sur le prolétariat, principal « pompier social » depuis la guerre de 14-18. Elles confirment également que la bourgeoisie, bien loin de modérer son agression contre la classe ouvrière, est au contraire décidée à accroître son offensive. Enfin, ces élections confirment que la bourgeoisie a toujours un coup d'avance et est prête à jouer la carte de l'antifascisme démocratique pour prévenir toute reprise des luttes, ce qui, à ce jour, est un véritable succès. Néanmoins, pour paraphraser Spinoza, il ne s'agit « ni de rire, ni de pleurer mais de comprendre ». Or, ce que nous comprenons, à l'aide du puissant déterminisme marxisme, c'est que le déchaînement de la bourgeoisie contre les prolétaires d'Allemagne conduira **nécessairement** celui-ci à riposter. Le prolétariat le plus nombreux d'Europe devra alors renouer avec les méthodes classistes de lutte pour déchirer la paix sociale et, passant de la défensive à l'offensive, sous la direction de son **parti de classe internationaliste et international** reconstitué, engager la lutte à mort avec ce système condamné par l'histoire. Aujourd'hui, cela peut sembler irréaliste ; ce ne sera ni facile, ni immédiat mais le prolétariat qui a donné Marx, Engels, Luxemburg, Liebknecht et des milliers d'autres révolutionnaires saura demain être digne de son passé glorieux de luttes de classe. « *Dès demain la révolution se dressera de nouveau avec fracas proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi J'étais, je suis, je serai !* » (Rosa Luxemburg, « L'ordre règne à Berlin », *Die Rote Fahne*, n° 14, 14 janvier 1919) (10).

2/03/2025

(1) «Le centre de gravité de la vie politique actuelle est complètement et définitivement sorti du Parlement» (Le Parti Communiste et le parlementarisme, IIe congrès de l'Internationale communiste, juillet 1920).

(2) <https://time.com/7233982/germany-economic-slump-explainer/>

(3) <https://www.tunisienumerique.com/crise-de-lindustrie-en-allemandes-fermetures-dusines-et-des-milliers-de-licenciements/>

(4) https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/15/l-allemande-en-recession-pour-la-deuxieme-annee-d-affilee_6499318_3210.html

(5) https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/21/en-allemande-la-manifestation-contre-le-parti-d-extreme-droite-afd-a-munich-interromptue-a-cause-de-l-affluence_6212110_

(Suite en page 10)

Élections fédérales...

(Suite de la page 9)

3210.htm

(6) <https://www.courrierinternational.com/une-du-jour-olaf-scholz-muscle-son-discours-sur-la-question-migratoire>

(7) <https://edition.cnn.com/2025/02/23/europe/german-election-results-cdu-afd-intl/index.html>

(8) <https://www.sueddeutsche.de/politik/bundestagswahl-2025-daten-alter-geschlecht-beruf-bildung-linke-li.3203939?reduced=true>

(9) https://x.com/JLMelenchon/status/1/en-allemande-melenchon-explique-la-percee-de-l-extreme-droite-par-la-politique-du-centre-gauche_AD-202502230427

(10) <https://www.marxists.org/francais/luxembur/spartakus/r119190114.htm>

« Il Comunista »

N° 185 Gennaio-Febraio 2025
Nell'interno

- L'imperialismo vive di oppressione e di guerra Solo la lotta di classe e la rivoluzione proletaria potranno vincerlo
- L'America di Trump minaccia il mondo
- Guerra russo-ucraina «Un immenso esercito di disertori»
- Gaza: una popolazione massacrata che vaga disperatamente tra sud e nord nel tentativo di «ricominciare a vivere» dove né Tel Aviv, né Washington glielo permetteranno
- Corea del Sud: una vittoria per la democrazia?
- L'Italia sgonfiona aggiorna la sua «nuova politica» antiproletaria
- La crisi della sanità capitalista. Un esempio: minacce di lavoro forzato in Slovacchia!
- Di fronte alla situazione mondiale, continua il nostro lavoro di bilancio dei fatti storici (*Rapporti alla riunione generale di Milano del 12-13 ottobre 2024*):
 - Sul filo del tempo della Sinistra comunista d'Italia. Cosa ci differenzia dai gruppi politici che proclamano di esserne eredi I casi di «Rivoluzione comunista» e di «Invariance»
- Sintesi dei punti caratteristici fondamentali del Partito
- L'Italia borghese è fondata sulle stragi dei lavoratori!
- Perché ci chiamiamo PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALE
- Siria: il tiranno è fuggito, l'ordine borghese e imperialista resta in piedi

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

Belgique Lutte de classe anticapitaliste contre le gouvernement Arizona!

Avec la formation du gouvernement «Arizona» la bourgeoisie belge a résolu, au moins pour un temps, l'interminable crise gouvernementale ; et elle l'a résolue comme on pouvait s'y attendre en s'appuyant sur la droite et l'extrême droite, sur le dos des prolétaires en accentuant les orientations anti-ouvrières du gouvernement Vivaldi qui s'étaient traduites par une **baisse du salaire réel**. L'objectif affiché est de résorber le déficit budgétaire (qui atteindrait 4,4% pour 2024 avec un endettement équivalent à plus de 104% du PIB) ; le programme du nouveau gouvernement présente «*des choix qui ne sont pas toujours faciles*» mais, bien entendu, «*qui sont inévitables pour assurer la prospérité et le bien-être de tous nos citoyens*» selon le premier ministre. En réalité c'est un programme qui entend assurer la prospérité et le bien être des **capitalistes**. Ce n'est pas un hasard s'il a été salué par les organisations patronales!

Le programme gouvernemental de « réformes » envisage bien une taxation (indéterminée) sur les plus-values, mais c'est de la **poudre aux yeux** : l'essentiel des économies budgétaires viendront de coupes dans la sécurité sociale, les pensions, les allocations de chômage. De plus le gouvernement veut s'attaquer aux « *coûts salariaux trop élevés* » (les patrons trouvent toujours que leurs employés sont trop payés), il entend donc continuer le blocage des salaires décidé par le gouvernement précédent, diminuer le paiement du travail de nuit, etc. ; il relève l'âge de départ à la retraite, donne la possibilité d'imposer un allongement de la durée du travail jusqu'à 240 heures supplémentaires par an payées au tarif normal, de remettre au travail les malades de longue durée, (les patrons trouvent toujours que leurs employés ne travaillent pas assez) ; il vise la fin progressive des statuts des fonctionnaires, etc. Une autre partie du programme est l'adoption de « *la politique la plus stricte* » en matière d'immigration sur le modèle de Geert Wilders en Hollande en annonçant toute une série de mesures de restriction des droits sociaux des migrants et demandeurs d'asile, l'Office des étrangers sera rattaché à la police fédérale, etc. Des mesures xénophobes dont le but est de **diviser les travailleurs** en faisant des étrangers les bouc-émissaires des difficultés économiques et socia-

les vécues par la population. Cependant des dépenses supplémentaires sont bien prévues : pour la police et l'armée...

Des attaques similaires ont lieu dans la plupart des pays européens car elles sont dictées par la nécessité du capitalisme de sauver ses taux de profit dans une période qui s'annonce difficile : c'est donc une **offensive de classe** contre les prolétaires dont l'exploitation produit ces profits ; il n'est possible de s'y opposer que par une lutte véritable **sur le terrain de classe**. Ce n'est pas la voie suivie par le Front commun syndical qui appelle à la mobilisation du 13 février ; le CGSLB, opposé à toute grève, envisage simplement cette journée comme un « signal » au gouvernement pour qu'il prenne au sérieux le « dialogue social ». La CSC se contente d'appeler à la mobilisation pour « *dénoncer les mesures injustes de l'accord* » et « *demande plus de respect* » ! Quant à la FGTB elle parle d'un « *marathon de résistance qui durera toute la législature* ». Mais faire une journée de manifestations et de grèves une fois par mois pendant des années ne pourra qu'aboutir à l'épuisement et à la démobilisation des travailleurs sans faire reculer le gouvernement. La mobilisation du 13 janvier était censée « peser » sur les négociations pour la formation du gouvernement : on voit le résultat...

En fait les bureaucraties syndicales sont trop indissolublement attachées à la « concertation » entre « partenaires sociaux » pour aller au-delà de manifestations-processions ; elles sont trop respectueuses de la « légitimité démocratique » du gouvernement pour s'opposer radicalement à lui. Mais la démocratie bourgeoise ne sert que les **intérêts de la classe dominante** ; les prolétaires et les capitalistes ne sont pas des partenaires mais des **adversaires de classe** : entre eux il ne peut y avoir de dialogue mais un **combat acharné**, comme le démontre le gouvernement lui-même. Pour résister et vaincre une attaque sans précédent, les prolétaires doivent rompre avec les orientations promues par les bureaucraties syndicales et s'engager dans une lutte ouverte :

Contre les mesures gouvernementales, contre l'exploitation, la répression et la misère : lutte de classe anticapitaliste!

12/02/2025

Dans l'Amérique de Trump, les objectifs historiques du prolétariat ne changent pas

(Suite de la page 1)

bourgeois en général.

On ne peut donc traiter ce sujet qu'en partant de la relève de la garde à la Maison Blanche sanctionnée par la victoire de Trump le 6 novembre dernier.

Dans l'article publié sur le n° précédent du *Prolétaire*, «L'élection de Trump et la classe ouvrière américaine», nous avons mis l'accent sur une réalité désagréable, mais que nous devons regarder en face en comprenant les causes : l'arrogance du pouvoir politique bourgeois ne doit pas seulement être vue dans les manières de faire, de se présenter et de parler de ses principaux représentants ; elle doit aussi être considérée en relation avec la soumission générale dans laquelle la classe prolétarienne est plongée en Amérique, et ailleurs.

Plus le prolétariat est soumis et défaitiste, plus les bourgeois s'en moquent, le trompent, le bafouent, le traitent comme quelque chose qui ne vaut rien. Ce n'est que lorsque les prolétaires relèvent la tête, entrent en lutte, montrent leur antagonisme avec la bourgeoisie et leur volonté d'utiliser la force pour obtenir la satisfaction de leurs exigences immédiates, que la bourgeoisie se dit prête à « dialoguer », à montrer de l'intérêt pour leurs revendications ; alors il n'y a pas d'élections où les candidats ne se déclarent pas décidés à satisfaire leurs exigences les plus pressantes. Selon les journalistes des différents médias américains, la campagne électorale de Trump a été marquée par des promesses aux travailleurs de lutter contre l'inflation élevée et la concurrence des produits non américains, à la fois pour augmenter la valeur des salaires et pour accroître la production nationale et lutter contre la concurrence étrangère afin de défendre les emplois américains.

Mais déjà en septembre 2023, lors de la grève des Big Three (Ford, GM et Stellantis), autant Biden que Trump étaient intervenus pour « soutenir » les revendications des travailleurs. Biden, s'était rendu parmi les grévistes de GM à Wayne, pour dire : « *Les entreprises font d'énormes profits et elles doivent les partager avec les travailleurs. Vous méritez des augmentations significatives* », et Trump à Détroit pour un meeting électoral, déclarant : « *Je suis ici pour défendre la classe ouvrière, combattre la classe politique corrompue, protéger les emplois créés aux États-Unis et le rêve américain contre les produits étrangers* » (en particulier contre

la production chinoise, bien plus avancée dans le secteur de la voiture électrique). Les *responsables* des conditions de vie misérables des travailleurs seraient donc les superprofits (pour Biden), les produits étrangers, surtout chinois (pour Trump) (5).

Rien de nouveau sous le soleil !

Lorsque les politiciens bourgeois soutiennent que les salariés ont raison de revendiquer des salaires plus élevés et une plus grande sécurité de l'emploi, ils font leur travail de bonimenteurs. Du haut de leurs privilèges sociaux et de leurs milliards, il ne leur coûte rien de lancer quelques mots en soutien des revendications de base des prolétaires ; mais aucun d'entre eux ne songe à leur expliquer *comment* – grâce à leur intervention, pour laquelle ils réclament leur vote – leurs conditions générales de vie vont s'améliorer. Ils prétendent que ce n'est que par la « croissance économique », c'est-à-dire l'augmentation de la productivité, et la victoire dans les guerres de concurrence que les conditions de vie du prolétariat s'amélioreront. A condition, bien sûr, que les impénétrables lois du marché ne mettent pas des bâtons dans les roues....

Nos « héros » parviendraient-ils à *faire plier* les lois économiques du capitalisme selon lesquelles c'est l'exploitation toujours plus poussée du travail salarié qui garantit les profits et les surprofits capitalistes ; c'est l'hypertrophie de la production mercantile qui crée la concurrence toujours plus impitoyable sur le marché international et qui provoque depuis maintenant plus d'un siècle et demi les crises économiques de surproduction ?

Les mesures prises par les pouvoirs bourgeois pour tenter de résoudre les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, peuvent apporter une atténuation temporaire de la pression sur les conditions générales de vie des masses prolétariennes ; mais elles se révèlent et se révéleront inefficaces à long terme. Si un secteur ouvrier est mieux payé, c'est parce que les autres secteurs ouvriers le sont moins. La production capitaliste est tellement interconnectée dans tous ses secteurs et ses processus productifs, et au niveau international, que ses coûts de production dépendent de la moyenne continuellement fluctuante des prix de tous les différents composants nécessaires à la production finale (il suffit de penser aux coûts de l'énergie) et de la main-d'œuvre employées, y compris les coûts de stockage, de conservation, de

distribution et d'élimination des quantités invendues.

Ce n'est que dans certaines phases du développement capitaliste que la bourgeoisie dominante des pays industrialisés a pu intervenir efficacement en faveur des conditions générales d'existence des masses prolétariennes. Par exemple la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale a coïncidé avec l'entrée dans un cycle de forte expansion économique ; alors dans tous les pays développés, dans ceux qui n'avaient pas été ravagés par la guerre (comme les États-Unis, le Canada, l'Espagne, etc.) comme dans ceux dont la priorité était la reconstruction (la plupart des pays européens, le Japon, la Russie, etc.) les bourgeoisies ont adopté une politique qu'elles n'avaient jamais suivie pendant la longue période du libéralisme classique illimité : « *une forme d'autolimitation du capitalisme* » conduisant « *au nivellement de l'extorsion moyenne de la plus-value* » (6), c'est-à-dire « *une nouvelle méthode de planification pour conduire l'économie capitaliste* ».

Cette politique n'était certainement pas due à la bonne volonté des capitalistes qui, après l'immense holocauste de la guerre mondiale, auraient décidé de ne plus être aussi impitoyablement affamées de profit et de sang qu'auparavant. En réalité, la bourgeoisie dominante a tiré la leçon non seulement de la guerre qui venait de s'achever, mais aussi de toutes les autres précédentes et de la façon dont le mouvement prolétarien avait réagi à l'exploitation et à la guerre capitalistes – depuis l'Europe de 1848, Paris de 1871, la Russie de 1917, l'Allemagne de 1919. Pour ne pas se retrouver à tiré la leçon non seulement de la guerre qui venait de s'achever, mais aussi de toutes les autres précédentes et de la façon dont le mouvement prolétarien avait réagi à l'exploitation et à la guerre capitalistes – depuis l'Europe de 1848, Paris de 1871, la Russie de 1917, l'Allemagne de 1919. Pour ne pas se retrouver à nouveau face à un mouvement révolutionnaire d'un prolétariat qui, de son côté, avait accumulé une expérience et une tradition communiste de classe, et alors qu'elles se partageaient le monde en zones d'influence, les bourgeoisies après la guerre ont tiré de l'expérience du fascisme en Italie et en Allemagne ce dont elles avaient besoin pour consolider leur pouvoir politique. Cela consistait à appliquer de manière générale en l'institutionnalisant, la *politique de collaboration de classe* introduite par le fascisme, et en la renforçant par la nouvelle méthode de programmation économique appelée *cidessus* ; c'est-à-dire avec cette auto-limitation de l'extorsion de la plus-value autour d'une moyenne satisfaisant les besoins des capitalistes, tout en répondant de la façon la plus généralisée possible aux besoins les plus pressants des masses prolétariennes.

La politique dite des *amortisseurs sociaux* répond exactement à cette approche. Le fait qu'elle s'est présentée et

(Suite en page 12)

L'Amérique de Trump...

(Suite de la page 11)

réalisée sous des formes démocratiques plutôt que totalitaires et fascistes, comme à l'époque de l'Italie fasciste et, sous une forme beaucoup plus organisée, du national-socialisme allemand, a sans aucun doute contribué à lier les larges masses prolétariennes au sort de l'économie et de la politique bourgeoises – d'autant plus après qu'elles aient été trompées, désorientées, trahies par le communisme officiel qui s'était imposé sous le nom de Staline.

Au-delà des boniments de la démocratie sur les libertés infinies, le développement du capitalisme dans sa phase impérialiste se dirige précisément contre ces libertés. En effet sur le plan économique, il tend à constituer des monopoles de plus en plus grands et puissants au point de plier les États à leurs intérêts ; et, sur le plan politique, il tend à augmenter l'autoritarisme qui n'est que l'antichambre d'un totalitarisme ouvert. L'État se présente comme l'instance suprême au-dessus des classes, capable de concilier les intérêts de toutes les couches sociales ; en réalité il a toujours été l'instrument de la défense non pas des « droits de tout un chacun », mais des intérêts des grandes puissances économiques et financières contre les droits et les intérêts de tous ceux qui n'ont pas été absorbés par ces grandes puissances. La dernière pandémie de Covid-19 a amplement démontré cette réalité, bien qu'elle ait été revêtue des formes démocratiques et parlementaires.

LES CONDITIONS DE BASE DU PROLÉTARIAT SONT LES MÊMES, EN AMÉRIQUE COMME PARTOUT DANS LE MONDE

Quand la bourgeoisie ressent le besoin d'impliquer les masses prolétariennes dans le soutien de ses intérêts généraux – par exemple lors des élections générales ou des tensions précédant les guerres – elle met en route sa machine propagandiste habituelle ; les principaux représentants des différents partis en lice pour les postes gouvernementaux débitent les refrains classiques sur la défense de la production nationale, de la famille, des travailleurs et des droits démocratiques... L'un des arguments utilisés pour recueillir des voix est de promettre aux travailleurs que leurs conditions immédiates s'amélioreront grâce à la baisse des impôts et à l'augmentation des investissements dans la production nationale ; selon eux cela améliorerait les conditions de vie et de travail des grandes masses laborieuses. C'est ainsi que

la bourgeoisie s'occupe des salariés : en tant que *classe pour le capital, c'est-à-dire une classe exclusivement pour le capital et sa valorisation*. Comme l'a démontré Marx, le capital n'est valorisé que par le travail salarié, c'est-à-dire par l'exploitation systématique et toujours plus intensive des travailleurs salariés.

Les intérêts *immédiats* de la classe prolétarienne concernent ses conditions de travail et de vie au sein du système de production capitaliste, et ils ne sortent pas de ce système. Les conditions de vie des prolétaires dépendent du régime salarial qui règle les rapports entre les travailleurs et les capitalistes, et des conditions de travail dans lesquelles ils s'inscrivent. S'il ne travaille pas, le prolétaire ne mange pas. Le fait est qu'il n'y a pas de travail pour tous les prolétaires créés par le capitalisme : le chômage, c'est-à-dire *l'armée de réserve industrielle*, est une réalité incontournable du capitalisme. Cette armée de réserve industrielle est à la disposition du capital et elle ne peut que peser sur l'ensemble de la classe prolétarienne en développant ce qui est inévitable dans un cadre mercantile : la concurrence avec les prolétaires occupés. La force de travail non employée est une marchandise à bas coût, mais aussi une marchandise qui ne trouve pas toujours de débouché sur son marché spécifique, le marché du travail. Comme pour les marchandises sans débouché sur le marché, Le sort de cette *marchandise-force de travail* est le même que celui de toutes les autres : la vente ou la poubelle. Chaque ville a ses banlieues, ses faubourgs, ses bidonvilles ; plus le capitalisme se développe, plus les villes s'étendent et plus elles se divisent en une petite partie centrale, riche, cossue, pleine de magasins et d'établissements de luxe, de sièges de grandes industries et banques, une partie plus grande pour la dite classe moyenne, la petite bourgeoisie, et en une partie encore plus grande, périphérique, dégradée, mal desservie, pour le prolétariat et le sous-prolétariat. Naturellement, le désordre économique qui caractérise le capitalisme, avec ses croissances, ses crises et ses récessions, se reflète également dans l'agencement des villes : elles se modifient toujours plus fréquemment, soit en se dotant de nouvelles lignes de transport, soit en utilisant certains espaces et terrains obtenus en vidant des quartiers entiers pour faire place à de nouveaux bâtiments et en faisant main basse sur les rentes foncières. De ce point de vue, les villes américaines ont montré au monde en quoi consiste le « progrès » des villes modernes : la différenciation entre des quartiers « résidentiels », les dites *city* avec leurs gratte-ciel, avec les immeubles luxueux où sont installées les grandes banques, la bourse et les grandes multinationales ; des quartiers populai-

res et ouvriers jusqu'aux banlieues extrêmes où se concentrent les masses immigrées, paupérisées, chômeuses et marginalisées, quartiers notoirement oubliés par les institutions publiques, à l'exception des institutions policières.

Étant donné la dépendance totale du prolétariat envers le capital, le poste de travail est d'une importance capitale pour tout prolétaire. Le prolétaire vend sa force de travail au capitaliste en échange d'un salaire ; s'il ne le vend pas, il ne reçoit rien et il tombe dans la marginalisation.

La distance aujourd'hui des prolétaires d'avec les luttes et la tradition de classe d'autrefois leur a complètement fait oublier ce que les prolétaires européens mais aussi américains du 19^{ème} siècle et de la première moitié du 20^{ème} siècle avaient acquis. L'implantation directe du capitalisme en Amérique, sans avoir à passer par la longue phase historique du féodalisme, a préparé le terrain pour l'apparition dès le début dans le jeune prolétariat américain des éléments sociaux qui mirent des décennies en Europe : notamment l'émergence d'une aristocratie ouvrière coexistant avec les masses de travailleurs indistinctement immigrés et migrants, multinationaux et multiraciaux, tendanciellement unifiés par leurs conditions immédiates de vie et de travail, au-delà de leurs différences d'origine. Dès le début, l'organisation syndicale des prolétaires a tendu à prendre les caractéristiques d'un antagonisme violent et potentiellement révolutionnaire ; c'est ce que montre l'histoire de la Western Federation of Miners et surtout des Industrial Workers of the World (IWW, connus sous le nom de *wobblies*). Entre 1905 et 1920 ils représentaient bien plus qu'une association de défense économique, un syndicalisme révolutionnaire tendant vers la solidarité de classe, le « pouvoir ouvrier » et la grande union pour l'émancipation ouvrière ; ils ne voulaient pas se cantonner à la défense contre les effets du capitalisme sur la vie des ouvriers, mais ils voulaient aussi s'engager sur la voie de l'émancipation du capital (7). Malgré l'éloignement des expériences révolutionnaires du communisme européen et en particulier bolchevique, avec lequel, par l'intermédiaire de Big Bill, son principal représentant de l'époque, l'IWW entra en contact en 1919, lors de la constitution de l'Internationale Communiste, les fondements mêmes sur lesquels l'IWW était organisée favorisaient ce qui aurait pu être le futur saut politique des *wobblies* vers le communisme révolutionnaire. Ce saut n'a pas eu lieu, surtout à cause de l'absence de révolution prolétarienne en Europe et de la dégénérescence de l'Internationale communiste quelques années plus tard. Et c'est aussi à cause de ce développement politique raté du

mouvement ouvrier américain, et de la contre-révolution qui a réussi à vaincre la révolution communiste en Russie et au niveau international, que le syndicat AFL déjà présent et interclassiste a fini par prendre le dessus, faisant reculer le prolétariat américain pour des décennies du terrain de la lutte classiste à celui de l'interclassisme et du collaborationnisme avec les capitalistes.

C'est cette situation totalement défavorable à la lutte de classe que le prolétariat américain devra surmonter s'il veut non seulement se défendre sur le terrain économique immédiat, mais agir sur le terrain politique anticapitaliste plus général – le seul terrain où il peut mener la lutte pour son émancipation du capitalisme; le seul terrain pour qu'il cesse d'être une *classe pour le capital*, et assume sa caractéristique historique de **classe pour soi**, de classe révolutionnaire.

La bourgeoisie américaine n'a pas directement mûri des siècles de domination de classe et de domination internationale dont la bourgeoisie anglaise ou la bourgeoisie française peuvent se vanter ; mais sa constitution très jeune en tant que classe dominante, après avoir triomphé de la bourgeoisie anglaise colonisatrice et ensuite être victorieuse dans la guerre de sécession contre le Sud rétrograde et esclavagiste, lui a permis à la fois d'exploiter à fond les immenses ressources minérales et naturelles de son vaste territoire et de pousser à un développement technique et scientifique forcené de l'industrie nationale afin de pouvoir attaquer la concurrence sur le marché international avec de nombreux avantages.

Le capitalisme américain a ainsi exprimé simultanément la tendance bourgeoise à l'interclassisme en cherchant à consolider les liens avec l'aristocratie ouvrière, et un pacifisme social sur la vague plurinationale et multiraciale du « nous sommes tous Américains » ; et la tendance opposée à l'antagonisme violent avec les masses ouvrières, appuyée sur les discriminations nationales et raciales, en les soumettant à des conditions de misère et de précarité – à l'exception des couches professionnelles les plus éduquées, mieux payées et jouissant de privilèges et d'avantages pour qu'elles se sentent membres non pas de la classe ouvrière mais de la *middle class*.

En réalité, comme l'ont démontré au fil des ans les grandes luttes dans les secteurs de l'automobile, de la construction, des transports, des aéroports, etc. qui ont ébranlé presque à l'improviste les équilibres fondés sur une collaboration persistante entre les classes, ce qui a manqué et ce qui manque au prolétariat américain, c'est l'expérience classiste et révolutionnaire qu'a connue au contraire le prolétariat européen. Le gra-

ve problème historique qui se pose à la classe prolétarienne américaine consiste dans la difficulté de pénétration du marxisme – et donc de maturation révolutionnaire du mouvement ouvrier – qu'au contraire le mouvement prolétarien européen a connu dans le passé. Au travers des insurrections de 1848, de la Commune de Paris de 1871, de la révolution russe d'octobre 1917 et des tentatives révolutionnaires des années 1920, ce dernier a pu faire l'expérience physique de la valeur historique de la lutte de classe menée jusqu'au bout, jusqu'à la prise du pouvoir et sa gestion, la valeur historique de la révolution prolétarienne socialiste à laquelle il peut se relier après toutes les défaites. Et Cette circonstance historique donne aux communistes européens la tâche d'*importer* le marxisme y compris dans les rangs du prolétariat américain.

Le mouvement prolétarien américain a historiquement évolué dans l'ombre du développement politique de la jeune classe bourgeoise ; il a assimilé en très peu de temps la vision idéologique bourgeoise socialement et nationalement dominante selon laquelle être *américain*, au-delà de la condition sociale, de la nationalité ou de la race d'origine, était une « qualité » internationalement reconnue dont jouissaient les bourgeois comme les prolétaires et dont ils pouvaient être fiers. Bien entendu, cela ne signifiait pas qu'il n'y ait pas eu un racisme féroce de la part des Blancs dominants à l'encontre des populations noire, jaune ou Chicano – et ce racisme persiste encore. Le racisme fait partie intégrante de l'idéologie de domination économique, sociale et culturelle de la bourgeoisie blanche américaine, même dans un environnement est démocratique. Mais l'antagonisme social entre les exploités (les prolétaires) et les exploités (les bourgeois) est plus fort que l'idéologie démocratique car il repose sur les conditions matérielles et historiques des classes qu'aucune idéologie ne peut faire disparaître. Cela n'enlève rien au fait que l'implantation du capitalisme moderne dans un vaste territoire vierge comme l'Amérique a été une condition historique très particulière ; elle a facilité l'utilisation du prolétariat (doublement dominé quand il est noir, même après avoir été « libéré » de l'esclavage) : par son travail – c'est-à-dire par l'exploitation de sa force de travail – il a contribué à rendre idéologiquement et matériellement l'Amérique aussi *grande* que l'a faite économiquement le capital. Synthèse parfaite de la raison pour laquelle la bourgeoisie considère la classe du prolétariat exclusivement comme une *classe pour le capital*.

Les luttes du prolétariat américain ont été marquées par un très haut niveau de conflictualité sociale ; mais elles n'ont jamais réussi à engendrer des

avant-gardes politiques, si ce n'est au niveau du syndicalisme combatif des wobbles ou des anarchistes ; elles n'ont jamais trouvé une réponse sur le plan de la formation du parti politique de classe. Une telle réponse ne pourra se trouver que par la pénétration dans le mouvement ouvrier du marxisme, c'est-à-dire de la théorie de la révolution communiste, seule voie pour l'émancipation prolétarienne du capitalisme. Un tel objectif est fondamental, non seulement pour le prolétariat américain, mais pour le prolétariat mondial, parce que le capitalisme ne pourra jamais être définitivement vaincu tant que ne sera pas mortellement frappé son pôle impérialiste le plus fort et le plus résistant historiquement : les Etats Unis d'Amérique.

Cette tâche historique de la lutte révolutionnaire du prolétariat américain, complétée par la lutte révolutionnaire en Europe, est une étape décisive sur la voie de l'émancipation du prolétariat au niveau mondial.

A l'époque de la première guerre impérialiste mondiale, le sort de la révolution prolétarienne communiste était liée à la révolution en Europe. Après la deuxième guerre impérialiste mondiale, il est inévitablement lié à la révolution prolétarienne en Amérique. C'est dans ce but que les communistes d'hier et d'aujourd'hui ont dû et doivent travailler, sans oublier que le premier pas vers la révolution prolétarienne mondiale est la lutte de classe que les prolétaires doivent avant tout déchaîner dans tous les pays contre leur propre bourgeoisie.

Décembre 2024

(1) <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/11/12/what-numbers-actually-say-about-2024-election/>

(2) <https://www.opensecrets.org/2024-presidential-race>

(3) Cf. Lénine, « L'État et la révolution », Ed. Sociales, Paris, 1962, p. 456 (Chapitre 3, § 3 : Suppression du parlementarisme)

(4) <https://www.bls.gov/wsp/>

(5) Cf. *La Working Class américaine s'est-elle réveillée ?*, « le prolétaire », n° 550, Sept.-Oct.-Nov. 2023.

(6) Voir le texte du parti publié en 1946-48 dans la revue du parti de l'époque « Prometeo », *Force Violence Dictature dans la lutte des classes*, brochure n°6 des textes du Parti communiste international, 1973 ou sur notre site : https://www.pci.int.org/15_Textes_Theses/07_01_fr/1946-1948_Force-violence-dictature.htm

(7) Sur l'histoire de l'IWW et les magnifiques luttes du prolétariat américain, voir W.D. Haywood, *La storia di Big Bill*, Iskra edizioni, Milan, 1977.

Le 19 janvier, 468 jours après le 7 octobre 2023, le fatidique «cessez-le-feu» à Gaza est entré en vigueur après qu'il ait été rendu possible par l'accession de Donald Trump au trône de la Maison-Blanche – c'est du moins ce que racontent les grands médias internationaux

L'incursion armée du 7 octobre des milices dirigées par le Hamas s'est soldée par plus de 1200 morts et la capture de 250 otages destinés à servir de monnaie d'échange. A la racine des attaques palestiniennes contre les Israéliens et des massacres perpétrés par Israël contre les Palestiniens il y a la vieille et toujours non résolue « question nationale » palestinienne; et aussi la volonté des puissances impérialistes victorieuses après la Seconde Guerre mondiale de trouver un solide point d'appui pro-occidental au Proche et Moyen-Orient: il fallait étouffer les velléités d'indépendance d'une région trop riche en pétrole, trop proche de l'Axe nazi-fasciste pendant la guerre, trop réticente à se plier aux règles économiques et sociales d'un capitalisme assoiffé de matières premières, de territoires économiques, de colonies. Pour dominer les populations arabes et musulmanes, les impérialistes britanniques, français et américains ne se sont pas contentés d'investissements, d'occupations militaires et de recrutement à leur service – en leur promettant protection, capitaux et relations politiques privilégiées – de tribus ou de populations en conflit avec d'autres; ils ont jeté sur l'échiquier moyen-oriental une carte qui s'est révélée bien plus utile et plus fidèle que n'importe quelle tribu ou population locale : le sionisme.

Quoi de mieux qu'un peuple, qui, comme les Juifs, pouvait revendiquer des origines historiques en Palestine, qui était cimenté par la religion et qui aspirait farouchement, après des siècles de persécutions et de pogroms, à un territoire internationalement reconnu où il pourrait enfin résider? Un peuple envers qui les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale avaient tout intérêt à faire preuve de condescendance et de protection posthume par rapport à l'extermination infligée par les nazis qu'ils n'avaient pas arrêtée, alors qu'il savaient exactement ce qui se passait dans les camps de concentration.

En 1948, l'État d'Israël a été reconnu par la Société des Nations (devenue plus tard l'ONU), après une période de troubles au cours de laquelle les masses de Juifs venues des pays européens se sont heurtées aux Palestiniens qui avaient toujours vécu là. Depuis lors, l'illusion d'un partage de la Palestine en

deux États, l'un juif et l'autre arabe, sera toujours brandie, mais l'État de Palestine ne verra jamais le jour. La naissance de l'État d'Israël ne mit pas fin à la guerre entre Juifs et Palestiniens; pendant plusieurs décennies ces derniers ont été trompés par les pays arabes qui prétendaient contraindre Israël à accepter l'existence d'un Etat palestinien. En fait Israël, toujours victorieux dans les guerres contre les pays arabes (Egypte, Syrie, Liban), étendit ses frontières à la Cisjordanie, Gaza et au plateau du Golan, en s'appuyant sur le soutien politique, financier et militaire jamais démenti des pays d'Europe occidentale et, surtout, des Etats-Unis, dont il est devenu le bras armé dans le Moyen-Orient musulman.

Depuis toujours les gouvernements israéliens ont aspiré depuis à bâtir la patrie juive sur l'ensemble de la Palestine, en dominant une population arabe dont le nombre serait réduit à quelques centaines de milliers. La fable des « deux peuples, deux États » propagée par les puissances impérialistes, ne sert qu'à entretenir l'illusion d'une solution démocratique. Des centaines de milliers de prolétaires palestiniens ont versé leur sang depuis quatre-vingts ans pour cette illusion, et ils continuent à la verser au nom d'un État qui ne pourra jamais voir le jour, ni par l'action de l'ANP en Cisjordanie, ni par celle du Hamas ou du mouvement qui le remplacera à Gaza.

Le temps des révolutions bourgeoises où les peuples d'un territoire donné, ayant la même langue et les mêmes coutumes, pouvaient imposer la constitution d'États indépendants par l'insurrection armée contre les puissances coloniales, est révolu. Le capitalisme a atteint une phase, la phase impérialiste, qui ne peut être renversée que par la révolution prolétarienne communiste. Ce fut le cas lors la révolution d'Octobre en 1917; mais au cours de la décennie suivante celle-ci ne réussit pas à s'étendre à l'Europe et encore moins à l'Amérique, empêchant ainsi la révolution prolétarienne de devenir internationale. La contre-révolution fit échouer l'Octobre bolchévique, les tentatives révolutionnaires en Allemagne, en Hongrie et ensuite en Chine, conduisant le monde bourgeois à la deuxième boucherie impérialiste mondiale.

Dans le second après-guerre, profi-

tant de la crise capitaliste, les luttes anticoloniales ont sans aucun doute eues des résultats positifs, mais elles n'ont pas été partout couronnées de succès, et en Palestine, elles ne l'ont pas été du tout.

La naissance d'Israël n'est pas due à une révolution bourgeoise classique, mais à une « révolution » initiée d'en haut par les puissances impérialistes au moyen d'une population précisément *importée* dans ce but. Il ne s'agissait pas seulement d'enfoncer un coin dans un territoire hostile, mais de soumettre le peuple palestinien en l'assujettissant aux intérêts nationaux israéliens, et en le transformant largement en prolétaires; prolétaires non seulement du point de vue des conditions économiques, donc sans réserves, ne possédant que leur seule force de travail, mais aussi **sans patrie**, ce qui, d'un point de vue idéologique bourgeois, est un fait négatif, mais d'un point de vue prolétarien communiste, est un fait historique hautement positif.

La guerre qu'Israël a déchaînée à Gaza et qu'il déchaînera demain en Cisjordanie, avec un calendrier et une violence différents, vise non seulement à frapper les milices du Hamas à cause du massacre du 7 octobre, mais aussi à mettre la population de Gaza, aujourd'hui, et de Cisjordanie, demain, dans une situation de perpétuel déplacement. C'est là que se rejoignent les objectifs d'Israël et ceux des États-Unis, objectifs jamais cachés par Netanyahu, dissimulés par Biden mais clamés par Trump avec sa forfanterie habituelle : forcer les Palestiniens à fuir en Jordanie ou en Égypte et faire de Gaza, avec ses belles plages, une destination touristique pour les richards du monde entier, et de la Cisjordanie une région qu'Israël appelle déjà la Judée et la Samarie.

La démographie a toujours été l'un des problèmes d'Israël; son objectif est que la population juive constitue une écrasante majorité par rapport à une population arabo-israélienne limitée, au maximum, au cinquième de la population totale. L'estimation la plus récente du nombre d'habitants en Israël (2024) est de 9 880 000 personnes, dont 1,9 million d'Arabes israéliens, ce qui est conforme à cette proportion. Pour les Palestiniens, les chiffres les plus récents (2023) donnent 2,2 millions à Gaza, un peu moins de 4 millions en Cisjordanie, auxquels il faut ajouter les quelques 4 millions de réfugiés en Jordanie qui aspirent pour la plupart à retourner en Palestine, ce qui pose un problème permanent à Israël. Outre Israël, c'est Trump qui dessine l'avenir des Palestiniens sous la forme d'une migration forcée vers les pays arabes voisins.

La paix que Trump et Netanyahu envisagent, en plus de celle des cimetières, est celle d'une population éloi-

gnée – sinon déportée – de sa terre d'origine, asservie aux intérêts capitalistes d'Israël et des pays qui assumeront la tâche de gérer les migrants palestiniens à l'intérieur de ses frontières, peut-être en contrepartie du versement de quelques milliards de dollars, comme l'Allemagne de Merkel l'a fait avec la Turquie pour les réfugiés du Proche-Orient.

La trêve actuelle des bombardements à Gaza – mais les armes ne se taisent pas en Cisjordanie administrée par l'ANP qui s'est jointe à l'armée israélienne pour traquer les « terroristes » palestiniens, comme si les soldats israéliens et les policiers de l'ANP n'étaient pas des terroristes d'État – a entraîné le retour de centaines de milliers de Palestiniens déplacés dans le sud vers le nord où ils vivaient et où, pour 90 % d'entre eux, ils ne trouveront que des décombres en guise d'habitations. Mais leur attachement à leur terre et leur détermination à ne pas se laisser totalement écraser par la violence aveugle israélienne sont tels qu'ils affirment vouloir reconstruire ce qui a été détruit par la guerre afin de ne pas partir à l'étranger, comme si une fois quitté Gaza, ils ne pouvaient plus jamais y revenir. Il est certain que la ténacité avec laquelle les Palestiniens luttent pour rester sur leur terre n'est pas un mince

obstacle pour la bourgeoisie israélienne. En revanche, du côté de la bourgeoisie gazaouie, dont les intérêts se partagent entre le Hamas, l'ANP et d'autres mouvements d'opposition à Israël adossés à des pays du Moyen-Orient, l'attachement des Palestiniens à leur terre est un moyen pour lier les prolétaires aux intérêts de la bourgeoisie, qu'elle soit vendue aux impérialistes et à la bourgeoisie israélienne ou qu'elle s'appuie sur d'autres forces, comme l'Iran.

D'une manière ou d'une autre, les prolétaires palestiniens ne peuvent pas échapper à la spirale toujours plus dramatique des conflits inter-bourgeois et inter-impérialistes qui se concentrent dans l'aire moyen-orientale en tendant à devenir de plus en plus aigus. L'histoire des conflits interétatiques et de la lutte entre les classes les place objectivement devant le dilemme : embrasser les intérêts de leur bourgeoisie nationale, et servir de chair à canon non seulement pour la bourgeoisie israélienne mais aussi pour les factions bourgeoises palestiniennes opposées; ou embrasser la cause de leur propre classe, et lutter pour s'organiser indépendamment de tout intérêt bourgeois, intérieur ou extérieur, en

recherchant la solidarité non pas des bourgeoisies arabes, islamiques ou non, soi-disant amies ou temporairement ennemies d'Israël, mais des prolétaires dont ils partagent la langue, les coutumes, les conditions d'exploitation et les intérêts de classe immédiats.

C'est une perspective qui aujourd'hui semble très lointaine, voire impossible, non seulement pour le prolétariat palestinien mais aussi pour celui de toute l'aire moyen-orientale. En réalité cela semble être aussi une voie irréalisable pour les prolétaires européens, américains, russes, chinois et des pays du monde entier, si désastreux ayant été le naufrage de la cause de classe du prolétariat international causé par la contre-révolution, dont les effets néfastes se font sentir depuis près de cent ans.

Mais, tout en développant au maximum son caractère oppressif, violent, écrasant, tout en se présentant avec une grande assurance comme étant invincible, le capitalisme ne cesse d'engendrer des facteurs de crise toujours plus profonds et toujours plus étendus: tôt ou tard ils serviront de base à la réaction positive, de classe, du prolétariat, quel que soit le pays d'où partira l'incendie social.

27/01/2025

Afrique du Sud Le capitalisme a orchestré un massacre dans une mine d'or abandonnée: 87 personnes tuées, 248 affamées

Le capitalisme sud-africain a franchi une nouvelle étape dans sa brutalité: une mine d'or abandonnée près de Stilfontein a montré la barbarie capitaliste. En tant qu'organe loyal du capitalisme sud-africain, le gouvernement du Congrès National Africain (ANC), par l'intermédiaire duquel le régime capitaliste est passé aux mains des élites politiques noires depuis 1994, a directement affamé et condamné à mort les êtres humains désespérés qui se trouvaient dans cette mine abandonnée: 87 morts, 248 presque morts de faim.

Leur crime? La lutte pour leur survie dans une situation sociale où la pauvreté et le chômage (environ 30 %, dont 60 % pour les jeunes) sont une réalité quotidienne. Ce massacre de Stilfontein démontre parfaitement la continuité entre l'oppression et de la barbarie de l'apartheid (la politique de ségrégation raciale appliquée en Afrique du Sud jusqu'aux années 1990) et le capitalisme dirigé par la bourgeoisie noire.

Ce massacre n'est que le dernier épisode de l'histoire de l'oppression et de

la violence systématiques contre les travailleurs et les masses pauvres d'Afrique du Sud. A l'époque de l'apartheid, la main-d'œuvre de couleur était exploitée sans pitié pour alimenter l'industrie minière et remplir de profits les poches de la bourgeoisie blanche, dont la domination était assurée par une politique de violence et de ségrégation raciale. La fin de l'apartheid n'a pas apporté la prospérité et la libération aux masses non blanches déshéritées, mais une simple reconfiguration des structures d'exploitation construites sur les mêmes fondations. Après la fin de l'apartheid, sous l'ANC, l'industrie minière a été durement touchée: quelque 6000 mines ont été fermées. L'Afrique du Sud est passée de la première à la onzième place pour la production d'or, et l'exploitation minière a continué de décliner... Pour survivre les communautés locales ont été poussées à l'exploitation minière illégale et dangereuse.

Ces mineurs illégaux, les *Zama zamas*, qui signifie «preneurs de risques», sont le produit du déclin du secteur mi-

nier. Pour beaucoup ce sont des migrants venus des pays voisins; ils risquent leur vie avec des instruments de fortune dans des puits abandonnés pour extraire un or qui, avec d'autres matières premières dont l'Afrique du Sud regorge, alimentait autrefois la machine économique du pays. Ce qui pousse les *Zama zamas* c'est la recherche désespérée de la survie, et non pas la cupidité et l'opulence associées à l'or – recherche désespérée née de la réalité d'une société capitaliste où leurs conditions de vie, et celles de leurs familles, sont ignorées et abandonnées à la misère totale.

En 2023, le gouvernement de l'ANC a lancé l'opération *Vala Umgodi* («Fermez le Trou»), une campagne militarisée visant à réprimer l'exploitation minière illégale. A partir d'août 2024, la mine de Stilfontein est devenue l'objectif principal de cette campagne. Dans le cadre d'un plan bien précis, les forces de sécurité ont bloqué la mine et tenté de faire sortir les mineurs en leur coupant les vivres et l'eau. Piégés sous terre pendant des mois et face à la mort, les mineurs ont lutté pour survivre dans des conditions atroces et inimaginables.

L'affirmation de la police selon laquelle les mineurs ont refusé de remonter à la surface par crainte d'être arrêtés est cruellement déformée. Les témoignages des survivants révèlent un autre as-

(Suite en page 16)

Afrique du Sud...

(Suite de la page 15)

pect de l'histoire: beaucoup étaient trop faibles pour sortir sans l'aide de moyens adaptés, tandis que d'autres y étaient activement empêchés par les membres des groupes criminels organisés qui contrôlent l'exploitation de ces mines.

Lorsque le gouvernement a été contraint d'agir sur ordre du tribunal (en novembre et décembre, après de longues batailles judiciaires, de petites quantités de nourriture et d'eau ont été autorisées à être livrées) sa réponse a été insensible et désinvolte. Les opérations de sauvetage auraient pu commencer des mois plus tôt; l'opération finale, lancée le 13 janvier 2025, n'a duré que trois jours. À ce moment-là, 87 personnes avaient déjà perdu la vie, un massacre causé non pas par des balles, mais par la famine organisée et l'indifférence.

L'ANC présente les *Zama zamas* comme des criminels qui volent l'économie nationale : rien qu'en 2024, l'exploitation minière illégale aurait coûté 3,2 milliards de dollars (3 milliards d'euros) à l'économie sud-africaine. Mais comme toujours, la réalité est bien plus com-

plexe. L'exploitation minière illégale est en effet organisée, mais cette organisation fait partie d'un cadre beaucoup plus large dans lequel les mineurs eux-mêmes sont exploités. Les syndicats criminels opèrent selon des fonctions clairement définies : ils exploitent les travailleurs et introduisent l'or sur les marchés mondiaux par des voies illégales. Ces groupes ne sont pas des gangs « isolés », mais des réseaux très organisés, enracinés dans les communautés locales et, surtout, liés à la police et aux autorités locales.

Les mêmes policiers qui ont bloqué la mine de Stilfontein sont accusés d'association de malfaiteurs et d'avoir accepté des pots-de-vin pour permettre aux groupes criminels d'opérer sans entrave. Le plus souvent, les autorités locales ferment également les yeux. Cette « organisation » est à l'image du capitalisme lui-même : hiérarchique, exploiteur et cruel. Les mineurs qui se trouvent au bas de la pyramide subissent de plein fouet la violence de cette organisation.

L'horreur de Stilfontein fait écho au massacre de 2012 à Marikana (1), où 36 mineurs en grève (pourtant légale!) ont été tués par la police. Les méthodes

meurtrières peuvent différer, mais la dynamique de base et le rôle de l'État en tant qu'organe collectif des intérêts capitalistes restent les mêmes. Dans les deux cas, les travailleurs qui luttent pour leur survie se sont heurtés à une répression brutale.

L'État dirigé par l'ANC a ajouté une autre dimension à l'événement: la rhétorique xénophobe. Il a choisi de faire des migrants des pays voisins des boucs émissaires et, en les dénigrant, il cherche à diviser les masses ouvrières et pauvres et à occulter l'exploitation et l'oppression communes auxquelles elles sont toutes confrontées. Cette stratégie de division n'a qu'un seul but: renforcer le pouvoir de l'État, du capital et affaiblir la possibilité d'une explosion sociale des masses.

Autrefois symbole de la lutte contre l'apartheid, L'ANC est aujourd'hui au gouvernement dans une société profondément inégalitaire. Les dirigeants de l'ANC, dont beaucoup se sont enrichis grâce à l'industrie minière, sont des parasites sur les épaules de la classe ouvrière. Des personnes comme Cyril Ramaphosa, ancien dirigeant syndical de l'Union nationale des mineurs (NUM) et du Congrès des syndicats

Congo: La course impérialiste aux matières premières est le véritable moteur de la guerre au Kivu

Le 26 janvier 2025, après quatre jours d'une offensive éclair, le Mouvement du 23 mars (M23) et des troupes rwandaises entrent dans Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, située à l'est du pays et frontalière de l'Ouganda et du Rwanda. Quelques semaines plus tard, le 16 février, c'est désormais Bukavu, la capitale du Sud-Kivu, qui tombe aux mains des rebelles. Les images font le tour du monde, contrastant ainsi avec un silence traditionnellement observé par les médias occidentaux sur cette région du globe, et provoquent la panique, non seulement au sein de la population civile et des troupes régulières qui fuient en masse les deux villes, mais aussi auprès des chancelleries occidentales et de cette « caverne de brigands » (Lénine) que sont les Nations-Unies. Le 21 février 2025, le conseil de sécurité de l'ONU, qui rassemble les grandes puissances impérialistes et qui constitue la seule entité disposant d'un pouvoir réel au sein des Nations Unies, adopte ainsi une résolution appelant le M23 à cesser son offensive et demande à l'armée rwandaise de retirer ses troupes et de cesser de soutenir la rébellion du M23.

Selon un rapport onusien daté de juillet 2024, 3000 à 4000 soldats du régime de Kagame combattraient directement en RDC. La présence du Rwanda illustre une fois encore cette sombre réalité : la République démocratique du Congo n'est que le terrain de jeu des grandes puissances impérialistes et des bourgeoisies régionales.

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, LA GUERRE N'A JAMAIS CESSÉ

Cette séquence géopolitique a un air de déjà-vu. Déjà en 1998, à l'occasion de ce qu'il est convenu d'appeler la Deuxième Guerre du Congo (1998-2003), les deux capitales régionales étaient tombées entre les mains de groupes rebelles, notamment du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), déjà soutenu par le Rwanda, ainsi que par l'Ouganda. Il s'agissait alors de renverser le président Laurent-Désiré Kabila, lui-même arrivé au pouvoir dans le cadre d'une rébellion ayant renversé le dictateur pro-occidental Mobutu, et

soutenue par le Rwanda et l'Ouganda (!). Ces retournements d'alliance soudains ne peuvent surprendre que les naïfs idéalistes croyant que les États entrent en lutte pour des idéaux comme la « démocratie », la « liberté », le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». En réalité, dans le mode de production capitaliste, et *a fortiori* dans l'ère de l'impérialisme, les États ne sont guidés que par la conquête de nouveaux marchés au détriment de leurs rivaux pour disposer de débouchés à la surproduction, de matières premières et d'une main d'œuvre taillable et corvéable à merci. C'est le capitalisme « suant le sang et la boue par tous les pores » dont parle Marx dans son célèbre passage sur l'accumulation primitive du capital.

Depuis 1998, on peut dire que la guerre civile au Congo, opposant forces gouvernements et forces rebelles soutenues par le Rwanda, n'a jamais cessé. Ainsi, en 2004, soit tout juste un an après la fin officielle de la Deuxième Guerre du Congo, un nouveau groupe rebelle issu de la faction pro-rwandaise du RCD, est formé dans la province du Nord-Kivu autour de la figure de Laurent Nkunda. À partir de 2006, ce groupe est connu sous le nom de Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Prétendant défendre la population tutsie, réfugiée dans la région depuis le génocide au Rwanda d'un million de tutsis par la majorité hutu en 1994, ce groupe rebelle cherche surtout à se substituer au pouvoir du président Jo-

sud-africains (COSATU) et aujourd'hui magnat de l'industrie minière, en sont l'exemple même. Leur richesse est le fruit de la sueur et du sang des travailleurs qu'ils criminalisent dans cette époque post-apartheid.

Le ministre des ressources minières, Gwede Mantashe, également ancien dirigeant syndical et ancien haut responsable du Parti Communiste Sud-Africain (SACP), a commenté cyniquement la tragédie de Stilfontein en comparant les mineurs à des personnes qui assumeraient volontairement des risques en s'allongeant sur les rails. De telles déclarations démontrent le véritable rôle du gouvernement: servir non pas la population mais le capital.

Comme nous l'avons déjà dit, les massacres de Stilfontein ou de Marikana ne sont pas des incidents isolés, mais des manifestations de la violence systématique inhérente au capitalisme. Le sort des mineurs renvoie aux conditions générales de la classe ouvrière sud-africaine: un chômage vertigineux, une pauvreté omniprésente, une économie informelle de dure exploitation et la réalité insurmontable de l'inégalité des masses de couleur héritée du colonialisme blanc et de l'apartheid.

seph Kabila et à s'engager dans l'extraction et la commercialisation des riches ressources naturelles de la province. Un premier accord de paix est finalement signé entre les autorités congolaises et le CNDP le 23 mars 2009. D'après les conditions de cet accord, le groupe accepte de se dissoudre en échange de l'intégration de ses membres dans les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Mais la paix dans le capitalisme, et c'est vrai des grands conflits mondiaux comme des conflits locaux, n'est jamais qu'un intermède entre deux périodes de guerre. C'est ainsi que dès 2012, d'anciens membres du CNDP, mécontents de leurs conditions au sein des FARDC, entrent à nouveau en rébellion et donnent naissance au M23. C'est ce groupe qui défraye aujourd'hui l'actualité. Comme le RCD en 1998, comme le CNDP entre 2006 et 2009, le M23 s'empare de Goma et d'une large partie du Nord-Kivu, ce qui déclenche déjà à l'époque l'intervention de la « communauté internationale » (lire : les grands impérialismes), soucieuse de maintenir un semblant de stabilité. En novembre 2013, la rébellion est vaincue dans une campagne conjointe des FARDC et de la mission locale des Nations-Unies, la MONUSCO. Le M23 est démantelé tandis que ses combattants sont désarmés puis transférés dans des camps de réfugiés au Rwanda et en Ouganda. Mais cet accord n'est qu'un chiffon de papier prêt à être déchiré et en novembre 2021, le M23 reprend les

L'ANC n'a jamais envisagé un dépassement du régime capitaliste; dès 1964, Nelson Mandela lui-même a démontré qu'il ne s'agissait que d'une reconfiguration de la superstructure: «*À aucun moment de son histoire, l'ANC n'a soutenu un changement révolutionnaire de la structure économique du pays, ni [...] n'a condamné la société capitaliste*». Les masses ouvrières et pauvres ne pouvaient pas s'attendre à ce que l'ANC résolve leurs conditions de vie et leur situation sociale; le programme *Black Economic Empowerment* (Promotion Économique des Noirs) ne visait en fait qu'une chose: l'établissement d'une élite bourgeoise noire.

Dans ce cycle de violence, la classe ouvrière ne peut compter ni sur l'ANC, ni sur le SACP, ni sur les syndicats de collaboration de classe NUM/COSATU; cette trinité perpétue son oppression. La seule solution est de s'organiser en dehors du cadre de la collaboration de classe, indépendamment de l'État, de ses institutions et des faux amis des masses ouvrières et pauvres qui continuent de brandir l'illusion d'une possible prospérité sous le capital noir. En raison même de la présence de travailleurs migrants par delà les frontières

armes au Nord-Kivu et, en mars 2022, lance une offensive contre les FARDC et la MONUSCO. Soutenu par Kigali, le M23 remporte une série de succès décisifs et étend son emprise sur le Nord-Kivu. Un cessez-le-feu est négocié en août 2024 mais il ne tient que quelques mois, l'offensive du M23 reprenant dès décembre 2024. La prise de Goma puis de Bukavu n'est que la dernière étape à ce jour de cette longue séquence militaire, où les accords de paix et les cessez-le-feu ne font que préparer le terrain pour de nouvelles reprises du conflit. Gageons que les négociations entamées le 18 mars 2025 pour un cessez-le-feu connaîtront la même fin peu glorieuse que les précédentes (1).

UN ÉTAT-CROUPION, PROIE FACILE POUR LES GRANDES PUISSANCES IMPERIALISTES ET LES BOURGEOISES REGIONALES

L'État congolais, comme de nombreux États africains issus des indépendances, est un État-croupion, extrêmement faible et divisé entre plusieurs fractions rivales corrompues et prédatrices, n'hésitant pas à collaborer localement avec les groupes rebelles pour servir leurs propres intérêts. Aujourd'hui, la bourgeoisie congolaise est divisée entre les partisans du président en exercice Félix Tshisekedi et le clan Kabila, regroupé autour de l'ancien président Joseph Kabila. La figure de Vital Kamerhe

la solidarité internationale est indispensable, mais la lutte en Afrique du Sud reflète l'exploitation des travailleurs du monde entier.

Ces massacres comme d'autres sont des sinistres rappels de l'inhumanité du capitalisme. Mais ce sont aussi des appels aux armes. Les travailleurs d'Afrique du Sud – et du monde entier – doivent s'unir pour éliminer les fondements du régime capitaliste qui perpétuent leurs souffrances; les masses appauvries doivent les rejoindre, car seul le prolétariat moderne, la classe des travailleurs salariés, a la capacité de mener la lutte révolutionnaire pour mettre fin aux cycles d'exploitation et construire une société où la vie humaine sera plus précieuse que le profit.

• **Puisse le massacre de Stilfontein alimenter l'explosion de la lutte de classe!**

• **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!**

27/01/2025

(1) Voir *Le Prolétaire* n°504 https://pcint.org/01_Positions/01_01_fr/120819_massacres-afrique-sud.htm

illustre de façon paroxystique cette corruption des élites locales. Président de l'Assemblée nationale sous Kabila puis à nouveau depuis 2024 sous Tshisekedi, il avait pourtant été condamné à 20 ans de travaux forcés, 10 ans d'inéligibilité et d'interdiction d'accès aux fonctions publiques, pour « détournements, corruption aggravée et blanchiment d'argent », par le Tribunal de grande instance de Kinshasa en 2020, une décision cassée dès 2022 (2).

Cette faiblesse de l'État congolais ouvre le champ libre aux puissances étrangères, qu'elles soient régionales ou impérialistes. L'armée congolaise, incapable de répondre au défi de la rébellion, est en effet contrainte de s'appuyer sur des armées alliées, voire sur des troupes mercenaires. Outre la MONUSCO, présente sur le territoire jusqu'en 2024, et à laquelle contribuaient près de 60 États, on peut également mentionner la Mission de la Communauté de développement d'Afrique australe en République démocratique du Congo, regroupant des troupes sud-africaines, malawites et tanzaniennes, qui commence tout juste (mars 2025) à retirer ses troupes. Mais le gouvernement congolais fait surtout appel à des sociétés « de sécurité privée » - en réalité, des mercenaires - implantées en Europe, comme Agemira, une société franco-bulgare ou encore Ralf, société franco-roumaine. Ces sociétés, compo-

(Suite en page 18)

Congo...

(Suite de la page 17)

sées principalement de mercenaires roumains, sont supposées apporter leurs conseils aux FARDC, former les troupes locales, négocier des contrats d'armement et défendre des zones stratégiques. Leur présence n'a cependant pas permis d'empêcher la prise de Goma par les rebelles et en janvier 2025, elles ont dû être rapatriées en Roumanie (3).

Cet état de décomposition générale de l'armée et de l'État congolais est du pain béni pour les grandes puissances impérialistes et les bourgeoisies régionales qui fondent, tels des charognards, sur le riche territoire congolais, et plus largement sur tout le continent africain, leur traditionnelle chasse gardée. Au premier rang des requins impérialistes se place la France, qui a décidément bien des difficultés à admettre le déclin de la « Françafrique » (4). L'impérialisme français joue en effet un rôle particulièrement trouble dans ce conflit. Officiellement, la France est un allié diplomatique de la République démocratique du Congo. Son armée collabore ainsi avec les FARDC, en apportant notamment une formation militaire. Ces formations ont lieu au Gabon et en RDC, notamment au camp de Kibomango et à l'école des sous-officiers de Kitona, avec environ 50 militaires français impliqués. La France contribue également à la modernisation des FARDC en soutenant la création de l'École de Guerre et via des conventions de coopération signées depuis 2019. Par ailleurs, l'entreprise française Themis forme depuis neuf ans les officiers supérieurs des FARDC et de la police congolaise (5). Preuve apparente de cette solidarité France-RDC, son ambassade dans le pays se fend même d'un communiqué dans lequel « *La France condamne avec fermeté l'offensive du M23 soutenue par le Rwanda dans le Sud-Kivu en direction de Bukavu, à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). [...] La France réaffirme sa solidarité envers la République démocratique du Congo et son attachement indéfectible à son intégrité territoriale et à sa souveraineté. Elle appelle au retrait sans délai des forces rwandaises du territoire de la République démocratique du Congo* » (6). Cette condamnation, pour la galerie, est en réalité bien timide. Elle ne fait d'ailleurs pas illusion. Le ministre des affaires étrangères belge Maxime Prévot (un représentant de l'ancien colonisateur qui a conservé d'importants intérêts au Congo) a ainsi évoqué « *les réticences qui sont exprimées dans les coulisses du côté de l'hexagone* » à l'idée de sanctionner le Rwanda (7). En réalité, ces prises de positions ne servent qu'à

dissimuler une véritable proximité d'intérêts entre la France et le Rwanda, comme nous le montrions en 2021 où, à l'occasion d'un discours reconnaissant la « responsabilité écrasante de la France » dans le génocide rwandais, la France et le Rwanda s'étaient spectaculairement réconciliées pour la défense des intérêts impérialistes (8). Ainsi, malgré les beaux discours appelant à la fin du conflit, la France n'a pas mis un terme à son aide militaire à destination du Rwanda et a même poussé l'Union Européenne pour qu'elle fournisse une aide au Rwanda, officiellement destinée à lutter « contre le terrorisme ». En réalité, cette aide consistait à appuyer l'envoi de soldats rwandais au Mozambique afin d'y sécuriser un gigantesque projet de l'entreprise Total, fleuron français des hydrocarbures, menacé par l'avancée de djihadistes. Alors que son mégaprojet de construction d'un site de production de gaz liquéfié d'une valeur de près de 20 milliards d'euros dans les environs de Palma, dans le nord du pays, venait de subir le 24 mars 2021 le raid d'un groupe armée se revendiquant de l'État islamique, contraignant l'entreprise à cesser les travaux et à rapatrier son personnel, le Rwanda annonçait quelques jours plus tard l'envoi d'un corps expéditionnaire de 1000 soldats dans la région, et ce malgré les réserves initiales du gouvernement mozambicain. Résultat : le 9 août, l'armée rwandaise était parvenue à reprendre le contrôle du site et à établir une zone de sécurité d'une cinquantaine de kilomètres de long autour du projet. Belle démonstration de la solidarité entre les ennemis d'hier pour la défense des intérêts de l'impérialisme français. Depuis, l'Union européenne a, certes, sanctionné des généraux rwandais et des responsables du M23 mais à ce jour, elle n'a suspendu ni l'accord avec ce pays sur les « matières premières critiques » (en fait pour la fourniture aux grandes entreprises européennes des matières premières congolaises!) ni l'aide à ses armées.

L'État français ne se contente pas d'appuyer discrètement l'État rwandais, il laisse aussi des sociétés de conseil minier appartenant directement au M23 prospérer sur le sol français. C'est ce qu'a révélé le média d'investigation Off Investigation il y a seulement quelques jours. La société incriminée se nomme Kingston Holding, elle est dirigée par un certain Lawrence Kanyuka, porte-parole du M23, et basée à Paris. Si l'on ignore la nature réelle de son activité, la société n'ayant déclaré aucun bilan comptable depuis sa fondation – ce qui constitue pourtant un délit selon le droit des affaires français – l'on peut penser que la société cherche à attirer des investisseurs occidentaux pour l'exploitation des « minerais de sang » aux mains du M23. Toujours est-il qu'à ce jour

aucune procédure n'a été engagée par le fisc français à l'encontre de cette société, ce qui conduit le média d'investigation à poser cette question gênante : « *Dans le cas de Kanyuka, aurait-on laissé tranquille un rebelle qui géopolitiquement, sert davantage nos intérêts ?* » Et de répondre que « *Pour une partie des Congolais, la cause est déjà entendue. Le 28 janvier dernier, l'ambassade de France à Kinshasa (capitale de la République Démocratique du Congo) a été attaquée par des manifestants, qui reprochaient à notre pays de faire preuve de passivité alors que le M23 faisait résonner des bruits de bottes à Goma, la plus grande ville de l'est de la RDC.* » (9) »

UN PAYS RICHE EN MATIERES PREMIERES

Le malheur du Congo c'est qu'il est trop riche ... en ressources : bois précieux, café, capacités énergétiques du fleuve Congo, ivoire, caoutchouc, diamant, or, uranium, gaz et pétrole, bauxite, plomb, fer, manganèse, tungstène, zinc, nickel, argent, cuivre, cobalt... la liste est longue. Le Kivu, quant à lui, serait surtout riches en minerais et en gaz. C'est la raison pour laquelle l'ex Congo belge a constamment suscité la convoitise des puissances impérialistes. Certains de ces minerais sont ainsi nécessaires pour les industries de haute technologie. C'est le cas du coltan, utilisé dans la fabrication de condensateurs stockant l'énergie et résistants à la chaleur et que l'on retrouve dans des biens de consommation comme les téléphones et ordinateurs portables, les GPS, les télévisions plasma mais aussi dans les secteurs de l'aérospatiale (satellites) ou l'armement (missiles). Le cobalt est quant à lui utilisé pour fabriquer des batteries de téléphones ou de voitures électriques. En 2023, les mines congolaises ont produit l'équivalent de plus de 3 milliards de dollars de cuivre et de cobalt (10). Toutes ces richesses sont exploitées par les multinationales des puissances impérialistes. C'est particulièrement le cas du géant suisse des matières premières Glencore qui, concurrentement à ses rivaux chinois, exploite le cobalt. Évidemment, cette économie extractiviste se caractérise par un large recours à des pratiques de corruption. En 2024, le Ministère public suisse condamnait Glencore à une amende de 152 millions de dollars pour corruption, après le versement de pots de vin lui ayant permis d'acquiescer des droits miniers en RDC. D'après le média Public Eye, à l'origine de la révélation de l'affaire, « *Glencore a eu recours aux services de l'homme d'affaires israélien Dan Gertler, proche du pouvoir de Kabila, pour conclure trois accords miniers très rentables* » (11) » dans des mi-

nes de cuivre et de cobalt. En échange de renégociations d'accords avec le gouvernement congolais, qui aurait privé l'État congolais de près d'un milliard de dollars de recettes, Gertler était récompensé par l'acquisition de parts de la société minière publique congolaise à un prix bien inférieur à leur valeur. D'après les enquêtes du Ministère Public, c'est près de 26 millions de dollars qui ont été versés à Dan Gertler via des comptes bancaires suisses. Sur ces 26 millions, 10 ont été versés en liquide à un haut fonctionnaire congolais. L'enquête confirme que Glencore en a retiré un avantage économique évident (12). Mais le géant suisse n'est pas le seul à exploiter les ressources minières congolaises. Ainsi, du minerai brut est exporté vers la Chine où il est raffiné. Et ce sont parmi les plus grandes multinationales occidentales qui utilisent massivement ces matières premières : Alcatel, Ericsson, Bayer, Bolloré, Intel, Hewlett Packard, Philips, Acer, Dell, Apple, Microsoft, Motorola, Nokia, Panasonic, IBM, Sony, Samsung, Toshiba, Lenovo, Canon, Nikon, Nintendo mais aussi de nombreuses entreprises d'armement.

Les puissances régionales ne sont pas non plus en reste, et les gains que tire le Rwanda de l'exploitation des ressources de la RDC permettront de mieux comprendre l'aide apportée à la rébellion. Le Rwanda est en effet depuis longtemps engagé dans la contrebande du coltan par l'intermédiaire de diverses milices. En juin 2018, un groupe d'experts de l'ONU a présenté au Conseil de Sécurité un rapport selon lequel « *une grande partie de l'or vendu par l'Ouganda et le Rwanda est extrait de façon illicite dans des pays limitrophes [c'est-à-dire le Congo]* ». Aujourd'hui, le Rwanda sert donc de pays de transit pour les « minerais de sang » extraits par un prolétariat réduit à l'esclavage dans les mines congolaises contrôlées par les groupes rebelles comme le M23. Ainsi, au printemps 2024, le M23 s'est emparé de la mine de Rubaya, plus grand gisement de coltan du pays, concentrant entre 15 et 30 % de la production mondiale (13). Quant aux autres pays de la région, comme la Tanzanie, le Burundi ou l'Angola, ceux-ci ne se privent pas non plus de participer au pillage des ressources congolaises tandis que L'Afrique du Sud, outre ses intérêts miniers dans la région, est particulièrement intéressée par l'électricité que pourrait produire un gigantesque barrage érigé sur le fleuve Congo (14).

LES CIVILS, ET SURTOUT LES PROLÉTAIRES, SONT LES PRINCIPALES VICTIMES DE L'EXPLOITATION MINIÈRE ET DE LA GUERRE

En 1996, nous écrivions déjà : « Si

une partie des richesses tirées du Zaïre a servi à enrichir Mobutu et sa clique, la plus grosse partie est revenue dans les caisses des capitalistes occidentaux. Et les populations locales n'en n'ont profité en rien. Au contraire l'intégration toujours croissante du Zaïre au marché mondial, le développement du capitalisme local, si débile soit-il, ont eu des conséquences dévastatrices sur les masses : misère, famines, maladies, affrontements inter-ethniques ont accompagné l'oppression, l'exploitation et le pillage (15). » Dans les « mines de la mort », au main des seigneurs de guerre, le travail forcé est monnaie courante et s'accompagne de massacres ou de viols (500 000 femmes et filles depuis près de trois décennies). On estime que 20 % de l'extraction est réalisée à la main par 110 à 150 000 mineurs travaillant avec des outils rudimentaires et sans aucune protection. Dans les mines du sud du pays, ce sont près de 40 000 enfants qui extraient les ressources, au prix de nombreux accidents de travail mortels ou de maladies liées à la consommation d'eau non potable, comme le choléra ou la diarrhée. Évidemment, l'exploitation ne se limite pas aux seules « mines de la mort » exploitées par les rebelles : dans les mines exploitées par Glencore, des conditions assimilables à de l'esclavage ont été dénoncées par les travailleurs (16).

Jusqu'ici nous n'avons pas encore parlé des exactions commises contre les civils dans le cadre de cette guerre. Elles sont pourtant innombrables : exécutions sommaires, tortures, viols, pillages. Au total, on compte plusieurs millions de morts et autant d'exilés. Si ces populations fuient les exactions des groupes rebelles, responsables notamment d'exactions sommaires d'enfants à Bukavu (17), elles ne sont pas mieux traitées par les troupes régulières. En février 2025, alors même que les troupes rebelles progressaient en direction du Sud-Kivu, le gouverneur de cet État faisait juger 84 soldats pour des actes de meurtres, tortures, viols et pillages. Ces soldats auraient tué au moins neuf personnes dans le nord de Bukavu (18). Si toutes les armées commettent régulièrement de tels actes contre les civils – et les armées prétendent civilisées ne font pas exception – ces violences sont facilitées par un climat de décomposition général au sein de l'armée congolaise. Les « casques bleus » de la MONUSCO sont de même accusés par les habitants dans le Nord-Kivu d'avoir causé la mort de civils dans des bombardements indiscriminés. Des manifestations ont eu lieu contre les casques bleus, accusés aussi d'abus sexuels (19).

Les prolétaires du Congo sont dans une situation particulièrement difficile ; les divisions ethniques et géographiques dans cet immense pays, l'absence

de tradition de luttes ouvrières (comme par exemple en Afrique du Sud) sont autant d'obstacles qui seront difficiles à surmonter, pour l'apparition d'une lutte prolétarienne capable d'entraîner les masses déshéritées contre le capitalisme. La lutte de classe des prolétaires des métropoles impérialistes et des pays capitalistes africains sera un facteur clé en ce sens. La véritable solidarité dont sont en droit d'attendre les prolétaires du Congo – comme ceux de tous les anciens pays colonisés – n'est pas de nature humanitaire, mais classiste : la lutte contre le pillage impérialiste, pour ne pas rester un slogan creux devra s'incarner dans la reprise de la lutte de classe anticapitaliste dans les grands pays impérialistes. Alors l'union des prolétaires des pays « dominés » et des pays « dominateurs » dans la révolution internationale permettra d'écraser le capitalisme mondial et d'ouvrir la voie à la société communiste sur toute la planète.

20/03/2025

(1) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/19/guerre-en-rdc-rencontre-surprise-entre-les-presidents-tshisekedi-et-kagame-a-doha-un-cessez-le-feu-evoque_6583471_3212.html ••• (2) <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250311-rdc-la-cour-de-cassation-annule-la-condamnation-%C3%A0-13-ans-de-prison-de-vital-kamerhe> ••• (3) <https://www.bbc.com/afrique/articles/c93lwd17010> ••• (4) https://www.pcint.org/03_LP/555/555_01_imp-francais-afrique.htm ••• (5) <https://lignesdedefense.ouest-france.fr/republique-democratique-du-congo-les-coups-de-pouce-francais-aux-fardc-actualise/> ••• (6) <https://cd.ambafrance.org/Declaration-Condammation-de-l-offensive-du-M23-dans-le-Sud-Kivu> ••• (7) <https://www.off-investigation.fr/republique-democratique-congo-france-et-minerais-de-sang/> ••• (8) https://www.pcint.org/03_LP/541/541_imperialisme-francais.htm ••• (9) <https://www.off-investigation.fr/republique-democratique-congo-france-et-minerais-de-sang/> ••• (10) <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/negoce-de-matieres-premieres/glencore-condamnee-pour-corruption-en-rdc-des-suites-de-la-denonciation-penale-de-public-eye> ••• (11) *Ibid.* ••• (12) *Ibid.* ••• (13) <https://www.off-investigation.fr/republique-democratique-congo-france-et-minerais-de-sang/> ••• (14) https://www.pcint.org/03_LP/531/531_congo.htm ••• (15) « Affrontements bourgeois et appétits impérialistes au Zaïre », *Le Prolétaire* n°438 (oct.-nov.-déc. 1996). ••• (16) https://www.pcint.org/03_LP/531/531_congo.htm ••• (17) <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/journal-de-l-afrique/20250219-r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratie-du-congo-exactions-du-m23-contre-des-enfants> ••• (18) <https://www.afrik.com/rdc-84-militaires-des-fardc-juges-pour-meurtres-et-exactions-au-sud-kivu> ••• (19) <https://www.the.newhumanitarian.org/news-feature/2024/09/24/drc-be-ni-region-departing-un-monusco-peacekeepers-leave-trail-abuse-anger>

Georges Ibrahim Abdallah, otage de l'impérialisme depuis plus de 40 ans

Georges Ibrahim Abdallah est le plus ancien prisonnier politique en France: il est derrière les barreaux depuis plus de 40 ans. Militant libanais pro-palestinien il appartenait aux Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL). Les FARL firent parler d'elles au début des années 80 en revendiquant plusieurs attentats en France contre des fonctionnaires des ambassades américaine et israélienne.

Arrêté en 1984 à Lyon, il fut alors condamné à 4 ans de prison pour détention de faux papiers, d'armes et d'explosifs (1). Abdallah est rejugé en 1987, cette fois-ci pour complicité dans l'assassinat du conseiller militaire de l'ambassade américaine lié à la CIA et d'un conseiller de l'ambassade israélienne, membre du Mossad (services secrets israéliens). Une vague d'attentats avait frappé la France et les autorités en accusaient les frères d'Abdallah (eux aussi membres des FARL), suscitant une véritable psychose: des témoins affirmèrent les avoir vus aux 4 coins du pays – alors qu'ils se trouvaient au Liban! Les services policiers établiront par la suite que ces attentats étaient d'origine iranienne.

Bien que l'avocat général ait alors requis au procès une peine de seulement 10 ans d'emprisonnement, Abdallah fut finalement condamné à la prison à vie. On saura par la suite que les Etats-Unis étaient intervenus pour qu'une telle sentence soit prononcée; d'autre part son avocat reconnu quelque temps plus tard qu'il travaillait pour les services secrets français (2) (il fut pour cette raison radié du barreau).

Pendant toutes les années de sa détention les Etats-Unis feront pression sur la France pour qu'Abdallah, libérable à partir de 1999, et qui fera une dizaine de demandes de mise en liberté, reste en prison. En 2007 un document officiel adressé par l'ambassade américaine (partie civile au procès) au tribunal déclare que «le gouvernement des Etats Unis exprime sa ferme opposition quant à l'éventualité d'une mise en libération conditionnelle de G.I. Abdallah pouvant résulter de la procédure à venir devant le tribunal de Grande Instance de Paris» (3). Dans les documents confidentiels publiés par Wikileaks, on peut lire que le gouvernement et les services secrets français assuraient qu'ils bloqueraient toute libération (4). En 2013 après que le tribunal se soit prononcé pour sa libération, Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat (ministre des Affaires Etrangères) de Barack Obama écrivit à son homologue français, Laurent Fabius, pour que le gouvernement français trouve le moyen de l'empêcher (5). C'est le ministre de l'intérieur de l'époque, Ma-

nuel Valls, qui le fera en refusant de signer l'arrêté d'expulsion qui conditionnait sa libération...

Abdallah aurait dû finalement être libéré le 20 février, après sa onzième demande, mais le tribunal a refusé en posant la condition inattendue qu'il indemnise les victimes avant sa libération (6).

Bien entendu jamais l'impérialisme américain, israélien ou français n'ont songé à indemniser leurs innombrables victimes; comme on le voit en ce moment en Palestine ils laissent faire ou participent aux massacres en cours.

Le soutien à Abdallah regroupe de nombreux partis, organisations et mouvements: organisations pro-palestiniennes, partis de gauche (PCF, LFI), syndicats (CGT, Solidaires, CNT), trotskystes (NPA, Révolution Permanente...), anarchistes (FA), organisations m-l (PCOF, PRCF, VP...), diverses personnalités jusqu'à Yves Bonnet l'ancien directeur de la DST devenu membre du RN et le gouvernement libanais (7).

L'acharnement contre Abdallah de même que la répression contre les militants et organisations pro-palestiniennes (6) font partie du soutien systématique de l'impérialisme français à Israël.

A ce titre la détention d'Abdallah doit être condamnée par tous les prolétaires conscients de la nécessité de combattre les exactions et les crimes de l'impérialisme, même s'ils ne peuvent s'associer en aucune mesure à un front interclassiste, donc anti-prolétarien, pour sa libération.

(1) Selon Yves Bonnet, chef à l'époque de la DST qui l'avait arrêté, il devait être libéré en échange du directeur du Centre Culturel Français à Beyrouth (fils de l'écrivain Gille Perrault), pris en otage par les FARL, grâce à l'entremise de la Sécurité Militaire algérienne (il disposait d'un passeport fourni par les Services secrets algériens).

(2) Il se présentait comme avocat militant, notamment d'un célèbre militant «marxiste-léniniste» partisan de la «lutte armée», Frédéric Oriach. Selon l'avocat, Abdallah, avant d'être arrêté, l'avait contacté pour prendre contact avec Oriach et les militants d'Action Directe.

(3) <https://www.calameo.com/read/0062964529348ec621b17>

(4) https://wikileaks.org/plusd/cables/07PARIS1692_a.html

(5) C'est dans le cadre de la réponse à une demande de Fabius pour une aide des USA dans l'intervention française au Mali. <https://wikileaks.org/clinton-emails/emailid/17276>. Manuel Valls, alors ministre de l'intérieur, se chargea de l'affaire.

(6) Le même jour était confirmée la dissolution du Collectif Palestine Vaincra de

Toulouse.

(7) L'ancienne ministre libanaise de la Justice l'avait même visité en prison. L'avocat espère que le nouveau gouvernement libanais paye cette indemnisation dont Abdallah a toujours refusé le principe.

Soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

... «le prolétaire» : Journal bimestriel ... «Programme communiste» : Revue théorique en français ... «il comunista»: Journal bimestriel en italien ... «Quaderni de "il comunista"» : Revue théorique en italien ... «el proletario» : Journal en italien ... «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol ... «Suplemento Venezuela» à «programa comunista» ... «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire» ... «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

Correspondance :

Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Première liste 2025

Claude: 7,50 / Daniel: 682,50 /
François: 7,50 / Paris: 1400,00 /
Victor: 6,00 /

Total liste : 2103,50
Total général : 2103,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 FS / USA et CDN: US \$ 3
«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 FS / USA et CDN: US \$ 2